

A photograph of a man in a hat and jacket sitting on a rock by a stream, with a woman standing in the background. The scene is outdoors, likely in a rural or developing area, with a dirt path and a body of water. The lighting suggests late afternoon or early morning.

# RAPPORT MORAL

---


Médecins du Monde  
Édition 2019



# SOMMAIRE



- 5. LE MOT DU PRÉSIDENT**
- 8. EN CHIFFRES**
- 10. AXES PRIORITAIRES**
- 12. LA CRISE ENVIRONNEMENTALE**
- 14. LA MUTUALISATION**
- 16. PLAIDOYER ET CAMPAGNES**
  
- 20. OPÉRATIONS INTERNATIONALES**
  - 24. AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT
  - 28. AFRIQUE SUBSAHARIENNE
  - 34. AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES
  - 38. EURASIE
  - 44. OPÉRATION SOURIRE
  
- 46. OPÉRATIONS FRANCE**
  - 48. OBSERVATOIRE DE L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS
  - 50. ACCÈS AUX SOINS ET AUX DROITS
  - 54. SANTÉ DES PERSONNES À LA RUE ET MAL LOGÉES
  - 56. MIGRATION
  - 58. SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE
  - 59. RÉDUCTION DES RISQUES
  - 60. ENFANCE VULNÉRABLE
  - 62. OUTRE-MER
  - 64. DÉLÉGATIONS RÉGIONALES
  
- 66. L'ADOPTION**
- 68. LE RÉSEAU INTERNATIONAL**
- 74. FINANCEMENT**
- 76. RELATIONS INSTITUTIONNELLES INTERNATIONALES**
- 78. ORGANISATION**
- 80. REMERCIEMENTS**

A photograph showing three people sitting on large, smooth, dark rocks along a riverbank. The person on the left is wearing a blue t-shirt and red and white striped shorts. The person in the middle is wearing a red t-shirt. The person on the right is wearing a red t-shirt and red shorts. They are all looking towards the camera. In the background, there is a wide river with several rafts or small boats. A bridge is visible in the distance. The sky is overcast. The foreground is filled with large, smooth, dark rocks. The background shows a wide river with several rafts or small boats. A bridge is visible in the distance. The sky is overcast. The foreground is filled with large, smooth, dark rocks.

*« L'inégalité la plus profonde est celle de la vie même. Elle est le fait le plus élémentaire qui caractérise la qualité éthique et l'ambition politique d'une société. »*

Didier Fassin

# LE MOT DU PRÉSIDENT



**Dr Philippe de Botton**

Président  
Médecins du Monde

**Alors que j'écris ces mots, nous sommes presque trois milliards d'humains à être confinés depuis plus d'un mois partout dans le monde. La pandémie du Covid-19 a déjà tué 150 000 personnes et plus de deux millions de cas sont confirmés.**

**Ce rapport moral 2019 pourrait sembler décalé, même anachronique. Cependant, seule la forme que revêt ce cataclysme et le coup d'arrêt tant brutal qu'inattendu porté à l'emballement du monde devraient nous étonner. Car les racines du drame étaient déjà profondes.**

**Aujourd'hui plus que jamais, nos convictions insolentes, notre engagement têtu, nos combats ininterrompus et notre solidarité exacerbée s'insurgent contre la réalité de ce XXI<sup>e</sup> siècle chaotique et nous obligent à agir avec responsabilité et humanité.**

Reprenons le fil de l'histoire. Il y a quarante ans, l'épopée de *Île de Lumière* donnait naissance à notre association. Puis ce furent les premières missions en Afghanistan, au Salvador, en France, en Bosnie, au Rwanda, le choc du sida, la Palestine, Haïti, la Roumanie, Goma, le Chiapas, la Colombie, la Syrie, etc. Puis ce furent les combats menés contre la marginalisation des plus fragiles, contre le rejet des migrants, pour la prise en charge des violences liées au genre, de la souffrance psychologique, etc. Autant de crises et de luttes qui jalonnent notre engagement jusqu'en 2019.





## UNE ANNÉE BRUTALE ET ANGOISSANTE

En 2019, sur Terre, mais aussi dans les esprits, le monde s'enflamme. Des pans entiers de l'Amazonie, de l'Australie, de l'Europe ou de l'Indonésie brûlent, conséquence d'une prédation de la nature qui ne peut plus être cachée et refoulée.

La recomposition de l'ordre mondial en cours a transformé les conflits. Les crises humanitaires, longues, destructrices, sauvages, se sont multipliées, entretenues par l'impuissance de la communauté internationale et la complicité d'États faillis. Les dégâts sont considérables et les pertes humaines civiles majeures. Les « entrepreneurs de violence » prospèrent en toute impunité, surfant sur une misère et une brutalité sociale et économique sans précédent. Une majorité de pays, parfois parmi les plus importants, élisent des dirigeants sorte d'Ubu Roi des temps modernes. Ils placent à leur tête des mâles blancs, arrogants, homophobes et sexistes qui creusent de manière exponentielle les injustices sociales et les inégalités. Ailleurs, des groupes religieux extrêmes imposent leurs valeurs stigmatisantes, dévastatrices et racistes. C'est le cas en Inde, au Myanmar, aux États-Unis ou au Moyen-Orient.

En France, c'est un gouvernement méprisant et suffisant, masqué derrière un humanisme de façade, qui reste sourd aux demandes et revendications d'une société aux abois, mais qui déploie une violence institutionnelle inédite et tous azimuts.

Dans ce sinistre et inquiétant tableau, des citoyens de toutes origines, partout dans le monde, clament leur colère, leur révolte et leur espoir d'un monde enfin plus juste, plus réjouissant et plus libre. Au Chili, à Hong Kong, au Liban, en Algérie, en Irak, en Iran et en France, une population descend dans la rue pour réclamer une vie simplement différente, fraternelle et solidaire. Ils mobilisent les ressources de la désobéissance civile, de la résistance, de l'innovation et les outils technologiques de notre siècle. Nous observons, un peu bousculés, ces mouvements. Et parfois, nous essayons, trop timidement encore, de les accompagner.

## UN SYSTÈME HUMANITAIRE ENRAYÉ

Dans ce contexte, le système humanitaire, pourtant très professionnalisé et sûr de son expertise, paraît sinon dépassé, du moins inadapté. Une remise en cause impérieuse est urgente pour éviter sa disparition ou sa normalisation feutrée.

La pensée dominante considère l'action humanitaire comme secondaire, sinon inutile ou inefficace, servant d'alibi ou de cache-misère à la violence redoutable de nos sociétés. La multiplication des contraintes sécuritaires, les entraves à l'accès aux populations imposées par les autorités locales ou internationales ou la confusion entre mission humanitaire et intervention militaire illustrent le mépris et l'opposition que rencontrent notre activité.

Certains l'avaient pressenti, comme l'écrivaine et activiste Arundhati Roy qui dénonçait, dès 2004, les « périls » du tout humanitaire : *« Les ONG altèrent la conscience politique. Elles transforment les gens en victimes dépendantes et émoussent les angles de la résistance politique. (...) Elles sont devenues les arbitres, les interprètes, les entremetteuses. »*

Les faits l'ont souvent confirmé. En 2010 avec le basculement funeste qu'a été l'intervention humanitaire en Haïti. Puis, depuis 2011, le piège s'est refermé sur les ONG qui, à l'occasion de la crise syrienne, éprouvent la fin de leur immunité humanitaire, de la sanctuarisation des lieux de soins et de la protection de leurs personnels, dans le silence et l'atonie des États.

En France, c'est la question de la pauvreté et la lutte contre ses effets qui sont transférées à moindre coût à des opérateurs associatifs ou privés, tandis que l'État se désengage de ses mandats et dérégule les services publics dont l'hôpital.

Pour autant, l'humanitaire continue de porter des valeurs de solidarité, de citoyenneté, de défense des droits humains et de lutte contre les inégalités sociales. Médecins du Monde a acquis une sensibilité singulière et une connaissance des contextes, des enjeux, des acteurs, des partenaires et des citoyens. C'est ainsi que nous pouvons agir en profondeur pour plus de justice sociale, pour lutter contre la précarité et pour le renforcement, la reconstruction ou la préservation des systèmes de santé.

## DES COMBATS ESSENTIELS ICI ET LÀ-BAS

En 2019, même si nous n'avons pas toujours gagné, nous n'avons pas failli. En France, nous nous sommes battus contre les attaques portées à la couverture maladie des demandeurs d'asile et à l'accès à l'aide médicale d'État pour les étrangers en situation irrégulière sous le prétexte erroné d'un « tourisme médical » fantasmé. Nous avons initié dans les Hauts-de-France le programme « Bassin

minier» qui, dans un contexte socio-sanitaire d'extrême précarité alarmant et politiquement très sensible, proposera des actions de prévention et de médiation en santé dans une approche de santé communautaire. À Briançon, en partenariat avec le mouvement citoyen Tous Migrants, nous effectuons des maraudes nocturnes pour protéger, prendre soin et garantir les droits de nombreux exilés face à la violence des forces de l'ordre. En Guyane, à Mayotte et dans de nombreuses villes de métropole, nous allons vers les personnes vivant dans les bidonvilles ou les squats pour leur permettre d'accéder aux soins et aux droits et dénonçons leurs conditions de vie indignes, l'insalubrité qui impacte fortement leur santé.

À l'international, nous avons inlassablement été auprès des civils syriens dévastés, victimes de la partie d'échecs militaro-politique qui se joue entre puissances régionales et internationales cyniques. Également auprès des populations du Nigeria, doublement victimes des crimes atroces et de la logique répressive et destructrice des autorités nigérianes et de Boko Haram. Auprès des Palestiniens dépouillés, humiliés, violentés et parfois instrumentalisés, impuissants dans leur révolte et leur colère, ou auprès de la population épuisée et dénutrie du Yémen, victime et otage d'un conflit régional que la communauté internationale attise par ses ventes d'armes et sa complicité.

## L'ÂGE DES POSSIBLES

Fêter nos 40 ans est notre manière de célébrer la vie et de placer l'humain au cœur de nos combats. Je demeure persuadé que la présence de l'acteur humanitaire indépendant est précieuse car nous occupons des espaces « intermédiaires » et des zones oubliées. Au contact des populations et des acteurs de première ligne, nous sommes le grain de sable rebelle.

40 ans, c'est l'âge d'une utopie encore possible, d'une énergie encore puissante et d'un espoir de justice sociale vivace et plus fort que jamais. Nous sommes une ONG médicale certes, mais nous revendiquons la pratique d'un soin politique et militant.

Notre défi est triple :

- Éthique car nous devons placer les bénéficiaires au cœur des actions qui les concernent, avec pour principes l'autonomie et le souci de ne pas nuire.
- Psychologique car rien ne peut se faire et se réaliser sans émotions et sans sentiments. Notre sensibilité, celle des personnes concernées, l'empathie sont notre carburant. Nous côtoyons l'humain, l'intime,

la vie. Nous y puisons notre force et notre légitimité.

■ Politique car nous sommes des citoyens et des soignants engagés au cœur de la cité. Prendre soin, promouvoir le bien-être physique et mental est un acte éminemment politique, comme le démontre en 2020 l'épreuve du coronavirus.

En ce mois d'avril 2020, au moment où je vous écris, tout est bouleversé. Ce rapport moral relate un avant qui n'existera plus.

La mise en tension mondiale provoquée par l'épidémie de Covid-19 est inédite. Le Roi est nu. Le profit à tout prix, l'individualisme forcené, le consumérisme imposé, la relégation économique et sociale, l'empêchement de vivre dignement ne peuvent plus diriger nos sociétés.

Le droit à une protection santé universelle et un accès effectif aux soins pour tous ne doit plus être l'utopie de quelques-uns mais une évidence absolue qui s'impose à la communauté internationale.

Tout ce qui peut faire cohésion, solidarité, intelligence, humanité et amour comptera dans l'imagination et la reconstruction du monde à entreprendre.

À nous de tisser le fil de notre avenir. ■

# EN CHIFFRES

## BUDGET

BUDGET RÉALISÉ MDM FRANCE  
**103,4 M€**

## RESSOURCES HUMAINES



**3 384**  
ACTEURS MDM

### 1 540 ACTEURS

#### SUR NOS PROGRAMMES INTERNATIONAUX

- » **1 366** salariés nationaux sur les terrains d'intervention
- » **3** volontaires de la solidarité internationale
- » **103** salariés sur les missions internationales
- » **68** salariés de la DOI au siège

### 1 672 ACTEURS

#### SUR NOS PROGRAMMES EN FRANCE

- » **1 533** bénévoles actifs  
*(dont les bénévoles cadres associatifs)*
- » **123** salariés sur le terrain et en délégations régionales
- » **16** salariés de la DOF au siège

### 429 ACTEURS

#### EN SUPPORT AUX OPÉRATIONS

- » **257** cadres bénévoles associatifs
- » **172** salariés au siège



## PROGRAMMES FRANCE

59 PROGRAMMES SUR 32 SITES



**15**  
CASO ET CAO A

1 programme transversal Prévention RDR/SSR



**47**  
PROGRAMMES  
HORS CENTRES

21 programmes Santé et environnement

4 programmes Migration, droits et santé

6 programmes de Réduction des risques

2 programmes en milieu carcéral

3 programmes Mineurs non accompagnés

3 programmes d'accès aux soins en zones rurales et urbaines

3 programmes dans les départements d'outre-mer

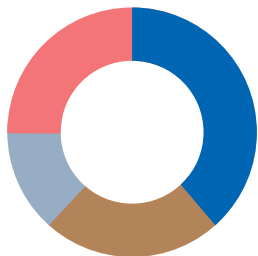
1 programme PASS de ville

## PROGRAMMES INTERNATIONAUX

52 PROGRAMMES DANS 34 PAYS

**2 200 000** BÉNÉFICIAIRES DE NOS PROGRAMMES

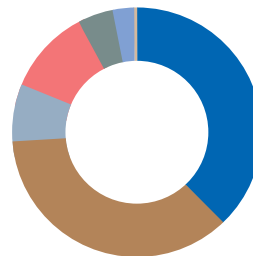
### RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PROGRAMMES



- 20 programmes dans 11 pays en Afrique subsaharienne
- 12 programmes dans 7 pays en Afrique du Nord et Moyen-Orient
- 7 programmes dans 7 pays en Amérique latine et Caraïbes
- 13 programmes dans 9 pays en Eurasie

### RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES

- » 18 % France
- » 82 % International dont :



- 37,9 % en Afrique subsaharienne
- 35,9 % en Afrique du Nord et Moyen-Orient
- 7,4 % en Amérique latine et Caraïbes
- 11,9 % en Asie
- 3,9 % en Europe
- 2,6 % Projets divers (Opération Sourire, missions internationales régionales, projets transversaux et missions exploratoires)
- 0,4 % Adoption

# LES AXES PRIORITAIRES



## THÉMATIQUES PRINCIPALES

### DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS

En lien avec des acteurs locaux, Médecins du Monde développe des projets qui visent à renforcer l'accès aux droits et aux services de santé sexuelle et reproductive pour tous, en particulier pour les femmes et les filles. Nous intervenons et plaidons notamment pour l'accès à la contraception et à l'avortement sûr et légal, pour une réponse aux besoins SSR en situation de crise et pour la prévention du cancer du col de l'utérus.

### RÉDUCTION DES RISQUES

Médecins du Monde développe, avec les personnes concernées, des programmes de réduction des risques liés à l'usage de substances psychoactives d'une part, et aux pratiques sexuelles d'autre part.

### MIGRATION, DROITS ET SANTÉ

Médecins du Monde accompagne les personnes migrantes et en exil à chaque étape de leur parcours jusqu'à dans les pays où ils souhaitent trouver accueil et protection. Nos projets soutiennent les coalitions d'acteurs et les mobilisations communautaires.

### URGENCES ET CRISES

Les conflits et catastrophes naturelles provoquent souvent une rupture brutale de l'accès aux soins. En vue d'améliorer nos interventions dans les contextes de crises chroniques, nous développons des actions complémentaires de préparation aux urgences et de renforcement des capacités des institutions et des communautés en matière de réduction des risques de catastrophes.

### SANTÉ-ENVIRONNEMENT

Médecins du Monde travaille avec les communautés à réduire l'exposition des personnes à des environnements à risque, que ce soit sur leur lieu de vie ou en lien avec des activités de travail informel. Notre stratégie d'intervention se donne comme objectif général de lutter contre les inégalités en santé environnementale afin d'améliorer la santé physique et mentale et le bien-être des populations les plus précaires.

## APPROCHES TRANSVERSES

### SANTÉ MENTALE ET SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

La santé mentale, au sens de la capacité d'un individu à mener une vie épanouissante, fait partie intégrante de la santé. Médecins du Monde développe plus particulièrement des activités psychosociales ayant pour objectif le renforcement des ressources psychologiques et sociales individuelles et communautaires.

### ENFANCE VULNÉRABLE

En plus des actions traditionnelles (Opération sourire) qui évoluent, Médecins du Monde se positionne sur de nouveaux défis, à savoir : les mineurs non accompagnés, les enfants en habitat indigne et bidonvilles, les violences liées au genre et les grossesses précoces ou non désirées.

### GENRE

Le genre évoque les rôles déterminés socialement, les comportements, les activités et les attributs qu'une société considère comme appropriés pour les hommes et pour les femmes. La prise en compte des inégalités de genre doit être intégrée à chaque étape de nos projets. ■



# LA CRISE ENVIRONNEMENTALE



**L'année 2019 a été marquée par les mobilisations politiques et citoyennes qui ont émergé dans de nombreux pays du monde, du Kazakhstan aux États-Unis en passant par la France, l'Algérie, le Venezuela ou le Soudan. Partout un même moteur, la lutte contre les inégalités sociales et économiques. Et souvent, au nord comme au sud, une même inquiétude : la crise environnementale et son impact sur la santé de chacun. L'avenir de notre monde.**

## LA SANTÉ ENVIRONNEMENTALE, UN AXE D'INTERVENTION PRIORITAIRE

Cette double préoccupation – la lutte contre les inégalités sociales et de santé et l'impact sanitaire des environnements dégradés – est au centre des actions en santé environnementales de Médecins du Monde. Sur nos terrains, notre engagement est renouvelé ; dans les squats de Bordeaux, les logements indignes de Marseille, les bidonvilles de Manille, auprès des travailleurs de déchets népalais et, bientôt, auprès des femmes maraîchères de Kinshasa exposées aux pesticides les plus toxiques pour nourrir leur famille.

Notre stratégie en France comme à l'international a acté cette double approche, des lieux de vie et de travail, et décidé d'ouvrir la voie à de nouveaux sujets comme celui des pesticides, tout en continuant bien sûr de nous investir sur la question du mal-logement et du recyclage des déchets.

En 2019, nous avons renforcé nos partenariats en intégrant trois réseaux internationaux, la Société internationale des médecins pour l'environnement (ISDE - International Society for Doctors of the Environment), l'Alliance environnement et santé (HEAL - Health and Environment Alliance) et Health Care without Harm, et en participant à de nombreuses

conférences où nous avons pu partager notre expérience de terrain et les recherches effectuées aux Philippines et au Népal. La nature innovante de notre approche y a été confirmée.

## LA RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE CHEZ MÉDECINS DU MONDE

La crise environnementale à laquelle le monde fait face – du dérèglement climatique à la destruction de l'environnement – a un impact sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Nous devons affronter les conséquences de nos activités et de nos négligences, leur influence croissante dans nombre de pathologies.

Médecins du Monde reconnaît la contribution de l'activité humaine au développement de cette crise majeure et souhaite diminuer son impact environnemental. En 2019, Médecins du Monde s'est ainsi engagé pour que nos activités – au siège, en délégations, sur nos terrains, en France et à l'international – respectent au maximum l'environnement et contribuent à la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre, conformément à notre éthique médicale, sociale et politique, à nos valeurs et notre engagement.

Cette démarche environnementale de qualité, contraignante, répond à une demande forte de l'ensemble des acteurs de Médecins du Monde – bénévoles, salariés, associatifs – ainsi que



de nos partenaires et des bailleurs qui financent nos actions. Cet engagement, pris lors des premières Journées de la vie associative en mai 2019, est décliné de la manière suivante par l'ensemble des directions de Médecins du Monde :

- La prise en compte des possibles conséquences environnementales liées à notre gestion, à nos actions, ainsi que l'établissement d'un plan d'action avec des objectifs clairs et ambitieux et des indicateurs de résultats, afin de promouvoir une amélioration systématique et continue de notre performance environnementale.
- La promotion de l'utilisation rationnelle et efficace de nos ressources et la mise en œuvre d'actions visant à réduire, réutiliser et recycler les matériaux que nous utilisons dans nos activités et les déchets que nous générons.
- La communication de notre politique environnementale au sein de notre association, auprès de nos fournisseurs, de nos partenaires, de nos bailleurs et de nos donateurs.
- Le renforcement des compétences de l'ensemble des acteurs de notre organisation pour la prise en compte et le respect de l'environnement dans le développement de leurs activités quotidiennes.

Cette politique environnementale donnera lieu à un positionnement qui sera partagé avec tous les acteurs de Médecins du Monde. Cette démarche, en s'appliquant à chacun des acteurs de Médecins du Monde, contribue également à un changement des comportements individuels à l'extérieur de notre association. **■**

## CHANGEMENT CLIMATIQUE : QUELS EFFETS MAJEURS SUR LA SANTÉ ?

Face au changement climatique et au risque d'effondrement, pouvoirs publics, chercheurs, associations et citoyens ont un rôle à jouer. L'urgence est planétaire. Elle nécessite une solidarité entre les nations. En tant qu'acteur de la solidarité internationale et locale, Médecins du Monde ne peut laisser ces questions en marge de son action. Nous devons y faire face, elles doivent dorénavant être au cœur de notre association.

Le chaos climatique, dont l'activité humaine est la cause, a déjà des effets graves sur la santé et les projections sont alarmantes. Mortalité et morbidité liées aux événements extrêmes, pathologies respiratoires liées à la pollution atmosphérique, malnutrition due à la sécheresse, violences et stress hydrique, déplacements massifs de population avec leur impact sur la santé, etc. Et ce sont les populations les plus vulnérables qui sont les plus durement et durablement impactées.

Médecins du Monde s'est mis en ordre de marche en lançant un premier travail d'étude mené par le conseil d'administration. Un document a été produit, diffusé en décembre 2019 et présenté dans les groupes afin d'amorcer une dynamique au sein de l'association. Cette dynamique, qui s'articule avec l'axe thématique Santé environnement et notre politique d'écoresponsabilité, est également coordonnée avec le réseau international qui a jugé ces questions prioritaires pour 2020 et 2021. Médecins du Monde France et Espagne ont ainsi participé à la COP 25 et un forum sur le sujet s'organise.

# LA MUTUALISATION

**Afin d'accroître la portée de ses actions, de mieux accompagner le changement social ou encore de réduire ses investissements, Médecins du Monde continue de s'inscrire dans divers partenariats, consortiums et autres dynamiques de mutualisation qui rassemblent diverses organisations. Médecins du Monde et ses partenaires mènent un travail de fond sur les opérations, le plaidoyer, la formation, l'évaluation, etc. SYNERGIES, le Réseau logistique humanitaire ou l'Alliance Urgences illustrent cette logique collaborative.**

## SYNERGIES

SYNERGIES est un mécanisme de collaboration en cours de création par Handicap International, Médecins du Monde, Première Urgence Internationale et Solidarités International. Cette alliance entend s'adapter à l'évolution rapide du contexte humanitaire des dernières années pour répondre mieux et plus rapidement aux besoins des populations affectées par une crise.

Le dispositif permettra de tirer profit des forces et des secteurs d'expertise de chacun dans une logique de complémentarité sectorielle et de maximiser l'impact des actions menées. Il favorisera également la mutualisation des coûts, l'entraide et le partage d'informations afin d'être plus efficaces collectivement.

Enfin, il prévoit d'initier de nouveaux modes de coopération pour renforcer l'accès aux terrains d'intervention à travers un modèle d'hébergement d'une organisation par une autre. Les prochaines échéances sont la signature de l'accord de collaboration au printemps 2020, ainsi que le financement d'un projet pilote en République centrafricaine pour tester la force du mécanisme.

## RÉSEAU LOGISTIQUE HUMANITAIRE

Le Réseau logistique humanitaire est un consortium né en 2014. Son objectif principal est d'optimiser la logistique humanitaire et d'améliorer l'efficacité opérationnelle en développant une stratégie commune de partage des ressources, de plaidoyer et de partage d'information.

Le Réseau logistique humanitaire regroupe à ce jour onze organisations humanitaires internationales : Action Contre la Faim, Handicap International, SOL, Première Urgence Internationale, Medair, Terre des hommes, Oxfam Intermon, La Chaîne de l'Espoir, Acted, la Croix-Rouge française et Médecins du Monde. Représenté par les directeurs et les responsables de la logistique de ces organisations, le Réseau logistique humanitaire est aussi un forum pour partager connaissances et bonnes pratiques en matière de logistique humanitaire.

En 2019, un document commun sur l'optimisation de la logistique humanitaire (Strength in Numbers) a été publié dans divers médias et présenté aux principaux bailleurs de fonds. Une étude de faisabilité est en cours sur les capacités de mutualisation logistique du réseau, son champ d'action, ses formes et ses bénéfices. Par ailleurs, différents groupes de travail ont été créés afin de développer et d'optimiser les pratiques liées à la logistique humanitaire.

## ALLIANCE URGENCES

En 2019 est née l'Alliance Urgences, un consortium de six organisations humanitaires françaises : Action Contre la Faim, CARE France, Handicap International, Médecins du Monde, Plan International et Solidarités

International. Ces associations de terrain parlent désormais d'une seule voix en cas de crise humanitaire, pour mobiliser le plus largement possible la générosité publique.

En cas de conflits armés, de catastrophes naturelles, d'épidémies, de famines, les appels à la solidarité se multiplient dans les premières heures d'une urgence humanitaire. Ils donnent lieu à des élans de générosité indispensables à l'action des ONG. Mais pour faire entendre les besoins des victimes et y répondre le plus rapidement possible, il apparaît nécessaire de parler d'une seule voix. C'est le sens de l'Alliance Urgences.

Fortes d'expériences et de savoir-faire différents - nutrition, santé, soins de premières urgences, abris, accès à l'eau, protection des populations les plus fragiles ou encore accès à l'éducation -, les six organisations humanitaires de terrain qui constituent l'Alliance Urgences s'engagent à intervenir au plus vite pour soutenir les populations civiles soudainement exposées à de multiples risques.

Les dons effectués à l'Alliance Urgences, redistribués aux différentes ONG membres actives sur le terrain, permettent ainsi de contribuer au financement des différents volets de la réponse d'urgence et de réduire, en les mutualisant, les dépenses liées aux appels à la générosité du grand public. ■



# PLAIDOYER ET CAMPAGNES

## FRANCE UN Sung HEROES

*Un sung Heroes* est un projet photographique construit conjointement par Médecins du Monde et le photographe et collaborateur de longue date de l'association Denis Rouvre. Initié en 2018, ce projet rassemble quelque 60 portraits et témoignages de femmes dans un livre et une exposition itinérante.

Rencontrées sur les terrains d'intervention de Médecins du Monde, au Népal, en Palestine, en Bulgarie, en Colombie, en République démocratique du Congo, en France ou encore au Liban, toutes ces femmes et ces filles racontent les violences institutionnelles, sociétales, domestiques, morales et physiques auxquelles elles sont exposées. *Un sung Heroes* permet ainsi que s'expriment des luttes muettes, nourries d'actes de survie quotidienne et de résilience, mais aussi des vies d'engagement au service de toutes et une inlassable révolte face à l'injustice. L'ouvrage qui rassemble les portraits et témoignages du projet photographique, publié aux éditions Textuel, prolonge le geste politique, artistique et humain que représente *Un sung Heroes*.

Inaugurée à Paris en octobre 2019, l'exposition est également présentée à Bordeaux en novembre. L'objectif de Médecins du Monde est de poursuivre la diffusion de ce projet ambitieux en France et à l'international afin de porter loin la parole de ces femmes. *Un sung Heroes* est ainsi programmé en Belgique, à Malines, en 2020 et devrait ensuite être montré en Allemagne, à Munich, en 2021.







*Au village, les femmes sont des esclaves. La parité est un vain mot. Les hommes objectent que Dieu n'a pas créé la femme à l'égal de l'homme. Nous peinons à nourrir et scolariser nos enfants. Je travaille aux champs, j'exerce des activités dans des associations du village - nous y sommes soixante-huit femmes, nous nous entraïdons.*

*Les femmes font tout. Les hommes passent leurs journées à boire de la bière. Si une femme ose une remarque, elle est giflée, même enceinte.*

*Si une femme n'a que des filles, son mari prend une autre femme et chasse la première de la famille. Elle est mise à la rue, même si elle est âgée.*

*Au décès du mari, c'est le fils aîné qui hérite de tout, sauf en cas de testament contraire. La femme n'a alors plus le droit d'accéder ni à sa maison, ni aux champs, ni à aucun bien qu'il a laissé.*

*La femme est toujours derrière l'homme. Derrière son mari. Derrière ses fils. Derrière ses beaux-parents. Celles qui en ont les moyens peuvent aller à l'école, mais n'ont pas accès aux études supérieures.*

*Les garçons seuls peuvent continuer à l'université.*

*J'ai pu aller au lycée. J'aime les enfants. Je dirige une école maternelle associative depuis sept ans.*

*J'ai rassemblé tous les orphelins que j'ai trouvés ici.*

*C'est par l'éducation des filles que se fera le changement.*

IMMACULÉE, 51 ans, congolaise.

## FRANCE

### ON S'EN FOUT

*« On s'en fout de leur apparence. De la religion, des ethnies, de ce que dit la morale, de ce qui est bien ou mal. De qui est civil ou rebelle. S'ils ne parlent pas la même langue, on s'en fout. Qu'ils soient juste en bas de la rue ou au bout du monde, on s'en fout. Tout ce qui compte pour nous, c'est leur santé. »*

Comme chaque année en décembre, Médecins du Monde a pris la parole pour réaffirmer son identité, ses valeurs et son engagement auprès du grand public. Fin 2019, c'est avec la campagne « On s'en fout » que l'association s'est exprimée contre les préjugés, la stigmatisation et le rejet qui éloignent hommes, femmes et enfants du soin.

Avec ce message simple - la santé passe avant tout - l'association a fait entendre son engagement auprès des personnes souvent jugées pour leurs modes

de vie, leurs origines, leurs choix... Plus encore que de rejeter ces jugements, l'association milite pour qu'ils ne soient jamais une entrave à l'accès aux soins. Car pour Médecins du Monde, nous avons tous droit à la santé.

En mettant en lumière la diversité des personnes que nous soutenons sans les juger, cette campagne souligne qu'au-delà du soin, du geste médical, Médecins du Monde est également une association militante. Une association qui lutte sur la scène politique et prend la parole dans la sphère publique afin de défendre l'égalité de tous devant la santé.

Avec le concours de l'agence de communication Marcel, qui a travaillé sur ce projet gratuitement, cette idée a donné naissance à un spot vidéo diffusé à la télévision et au cinéma ainsi qu'à cinq visuels largement publiés dans la presse et sur les supports d'affichage urbains.

# ON S'EN FOUT



SI ELLE EST NÉE  
HOMME OU FEMME,  
SI ELLE REFUSE LE  
GENRE QU'ON LUI  
IMPOSE, ET SI SA  
FAMILLE A HONTE.  
TOUT CE QUI COMPTE  
POUR NOUS, C'EST  
SA SANTÉ.



**LA SANTÉ  
AVANT TOUT**

## RÉDUCTION DES RISQUES

### LES DANGERS DES LOIS RÉPRESSIVES

Suite à la décision du Conseil constitutionnel de ne pas invalider la pénalisation des clients prévue dans la loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 – visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées –, 250 travailleu.rs.es du sexe exerçant en France ont décidé de saisir la Cour européenne des droits de l'homme en décembre 2019. Médecins du Monde et 18 organisations communautaires, de santé et féministes qui défendent la santé et les droits de toutes les personnes concernées par le commerce du sexe, ont soutenu la démarche.

En effet, depuis des années, les associations et les travailleu.rs.es du sexe alertent sur les conséquences dramatiques de la pénalisation des clients et des politiques répressives. Que les personnes soient victimes

d'exploitation ou de travail forcé, quel que soit leur degré d'autonomie dans leur activité, toutes dénoncent une mesure qui les précarise, les fragilise et les expose à des violences et des risques élevés pour leur santé.

Cette mobilisation interassociative agit pour que la France cesse, conformément aux recommandations des plus hautes instances de l'ONU, d'adopter des lois répressives. Elles génèrent en effet des effets contre-productifs et menacent la vie des personnes concernées. Les moyens alloués doivent au contraire servir à la lutte contre toutes les formes de violences, à l'accompagnement effectif des personnes en difficulté dans toutes les dimensions sociales, sanitaires et juridiques et à garantir une alternative pour générer des revenus pour les personnes qui le souhaitent.

## PRIX DES MÉDICAMENTS

### L'OPPOSITION AU BREVET DU KYMRIA

En juillet 2019, Médecins du Monde s'est de nouveau mobilisée contre les prix abusifs des médicaments nouveaux et supposés innovants, en s'opposant au brevet de Novartis sur le Kymria<sup>®</sup> (Tisagenlecleucel), une thérapie génique contre le cancer alors commercialisée à 320 000 € par personne. Cette opposition au brevet a été inédite à plus d'un titre. C'est la première opposition associative sur un traitement anticancéreux, mais aussi sur une thérapie cellulaire. En décembre 2019, face à cette opposition, Novartis a été contraint à renoncer au brevet attaqué.

Cette révocation ne permet pas de produire des versions biosimilaires identiques au Tisagenlecleucel, d'autres brevets sur le même médicament ayant été déposés par la firme et étant toujours valides. Elle permet cependant de démontrer les abus dans la délivrance de brevets, le laxisme de l'Office européen des brevets et des États qui acceptent des monopoles non mérités et donc des prix exorbitants.

En 2015, Médecins du Monde avait déjà déposé une opposition contre le brevet du sofosbuvir, traitement contre l'hépatite C. Par cette stratégie adaptée de mobilisations et d'actions de plaidoyer développées dans les pays du sud, notamment dans la lutte contre le sida, Médecins du Monde renforce et assume son implication sur la propriété intellectuelle, s'emparant d'un terrain jusqu'alors exclusivement occupé par l'industrie pharmaceutique en Europe. ■

# OPÉRATIONS INTERNATIONALES

**Au regard de l'évolution des pratiques humanitaires de ces dernières années et des grands défis actuels et à venir - comme les conflits de grande envergure que sont le Yémen et la Syrie qui s'accompagnent de la hausse des violations récurrentes du droit international humanitaire, l'augmentation des crises migratoires à travers le monde ou l'impact sanitaire du dérèglement climatique pour n'en citer que quelques-uns -, Médecins du Monde a initié en 2019 un processus d'élaboration d'une trajectoire des opérations internationales pour les trois années à venir.**

La volonté de Médecins du Monde, telle qu'elle est inscrite dans le Plan stratégique 2016-2020, est d'« être une ONG médicale internationale de référence qui milite pour un accès plus juste aux soins et aux droits ici et là-bas ». La crise sanitaire mondiale provoquée par l'épidémie de Covid-19 début 2020 nous rappelle combien l'accès à la santé pour tous doit être un droit fondamental universel « sanctuarisé ». Combien la vision que nous avons du rôle de notre association doit demeurer la boussole dans le développement de nos programmes internationaux sur l'ensemble des continents.

Nous sommes convaincus que la vision commune qui s'en dégage renforcera l'impact et la capacité d'influence de notre association, qu'elle nous permettra d'augmenter nos marges de manœuvre et notre indépendance.

Le travail relatif à l'avenir de nos opérations internationales, qui a rassemblé l'ensemble des acteurs de l'association dans un souci de parité, nous a permis de croiser les priorités de chaque groupe géopolitique et thématique qui participe à l'élaboration de nos programmes.



Des conclusions ont été tirées :

- Nous devons renforcer notre présence dans les pays pour plus d'impact et pour cela il semble important de concentrer nos actions sur un nombre plus limité de pays où notre présence a une réelle valeur ajoutée. Cet ancrage plus fort dans certains territoires nous permettra d'améliorer notre capacité organisationnelle (déploiement de ressources humaines, connaissance approfondie des contextes et ancrage dans le pays, auprès de la société civile et des institutions, rationalisation des ressources financières, etc.) ;
- Nous devons mettre l'accent sur les quatre « causes » identifiées comme prioritaires, à savoir les Rohingyas en Asie, la population palestinienne, la crise syrienne et la crise au Sahel avec un focus sur le Niger.



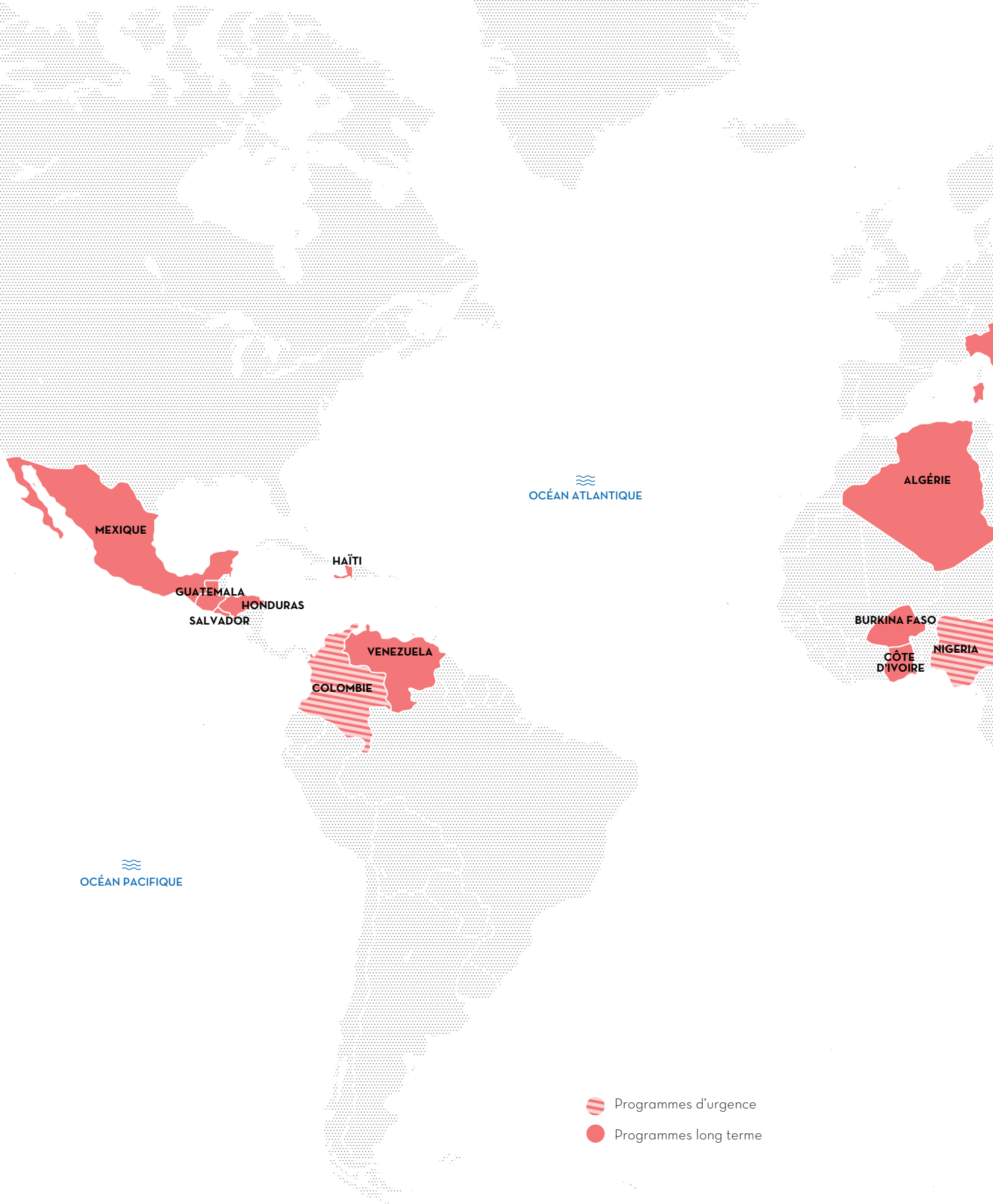
Des recommandations spécifiques ont également été formulées :

- Chaque projet doit bénéficier d'un portage associatif bénévole réel et inclusif ;
- Il est nécessaire de finaliser notre stratégie de financement qui appuiera les orientations de la trajectoire des opérations internationales ;
- La construction des projets et le choix des implantations géographiques doivent être réalisés avec une approche régionale ou sous-régionale, y compris dans le cadre des crises complexes.

Ce processus nouveau reste dynamique. Nous devons non seulement en tirer les premières leçons, mais surtout envisager comment le faire vivre et évoluer à l'heure où la pandémie de Covid-19 fragilise plus encore des



systèmes de santé défaillants. À terme, nous devons également y intégrer les réflexions sur nos activités en France.

Ce travail a aussi permis d'identifier des sujets transversaux qui nécessitent d'être mis au travail ou approfondis, notamment le concept de changement social accompagné par Médecins du Monde, la couverture santé universelle, le dérèglement climatique. Mais aussi la collaboration opérationnelle des associations membres du réseau international de Médecins du Monde qui se développe et qui nous permet d'accroître notre présence et notre impact, tant par nos actions que par notre plaidoyer. C'est ainsi qu'en 2019 nous avons conclu un protocole pour coordonner nos actions quand plusieurs membres du réseau sont présents dans un même pays. ■



OCÉAN ATLANTIQUE

OCÉAN PACIFIQUE

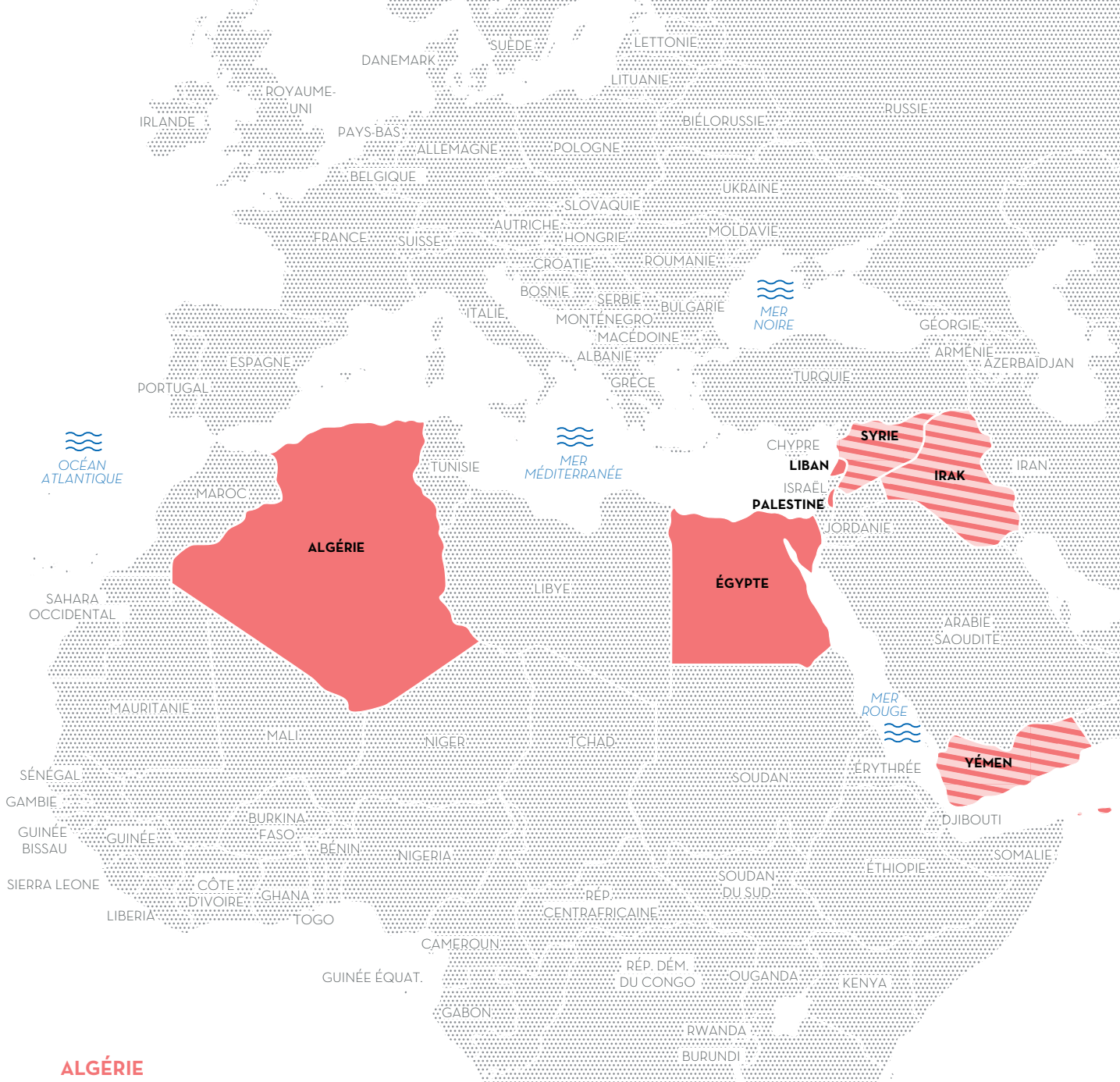
-  Programmes d'urgence
-  Programmes long terme



# AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT







**ALGÉRIE**

**ÉGYPTE**

**IRAK**

**LIBAN**

**PALESTINE**

**SYRIE**

**YÉMEN**

Retrouvez les fiches détaillées  
des différents programmes  
en Afrique du Nord et au Moyen-Orient  
sur [medicinsdumonde.org](https://www.medicinsdumonde.org)



IRAK

## RENFORCER LE SYSTÈME DE SANTÉ

Marqué par plusieurs années de conflit avec l'État islamique, l'Irak reste confronté à de multiples défis politiques, économiques, sociaux et sécuritaires. Environ 1,5 million de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays, 70 % d'entre elles depuis plus de trois ans. De nombreuses raisons entravent leur retour : traumatisme lié aux exactions de l'État islamique, tensions communautaires, inquiétudes vis-à-vis des débris de guerre, logements endommagés ou détruits, ainsi que le manque de services disponibles - notamment de soins de santé et d'éducation - et le manque de moyens de subsistance.

Les besoins en santé sont criants dans les zones les plus impactées par le conflit mais l'accès aux soins est compromis dans de nombreuses régions. Lorsqu'ils sont disponibles, les centres de santé sont surpeuplés et manquent de ressources. Des quartiers entiers n'ont pas encore été reconstruits et les mauvaises conditions d'hygiène contribuent à de graves problèmes de santé publique et à la propagation de maladies.

Médecins du Monde intervient dans le centre de santé du camp de Chamesku, dans la région de Dohuk, au Kurdistan irakien, en apportant une réponse humanitaire durable à près de 27 000 habitants. Dans les gouvernorats de Ninive et de Kirkouk, l'association fournit gratuitement aux centres de santé des médicaments essentiels et du matériel médical, un soutien logistique et de rénovation des infrastructures, ainsi que des formations. Nos équipes proposent également des services de santé mentale et de soutien psychosocial.

Depuis deux ans Médecins du Monde a réorienté son action vers un soutien plus durable aux autorités sanitaires irakiennes en passant notamment de dispositifs mobiles d'accès aux soins à un appui renforcé directement auprès des acteurs de santé locaux. Dans le cadre de cette transition, l'association appuie l'intégration des activités de santé mentale et de soutien psychosocial ainsi que de services dédiés aux violences liées au genre au sein des centres de santé primaire. ■

## YÉMEN

### UNE CRISE SANS ISSUE

Depuis 2014, le Yémen est le théâtre d'affrontements entre rebelles houthis et forces gouvernementales, soutenues par une coalition de pays arabes menée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Les combats, notamment les frappes aériennes massives et souvent indiscriminées, ont causé la mort de plus de 100 000 civils et le blocus imposé par la coalition freine l'acheminement de l'aide humanitaire, provoquant une grave crise économique, une forte insécurité alimentaire et la détérioration du système de santé.

En décembre 2018, l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour le Yémen, Martin Griffiths, a négocié un cessez-le-feu, connu sous le nom d'Accord de Stockholm. Un an plus tard, l'accord n'est toujours pas respecté et, bien que les combats autour de Hodeïda se soient apaisés, d'autres fronts se sont intensifiés. Indépendamment des pourparlers, le conflit se poursuit et menace toujours la vie de millions de personnes. L'ONU considère aujourd'hui la crise humanitaire

au Yémen comme la pire au monde, avec près de 80 % de la population yéménite ayant besoin d'une assistance humanitaire. Depuis 2015, Médecins du Monde intervient au nord du Yémen pour améliorer l'accès aux soins en soutenant onze centres de santé des gouvernorats de Sana'a, d'Ibb et d'Amanat Alasimah, alors que les structures sanitaires sont pour la moitié inutilisables et que l'approvisionnement en matériel médical demeure extrêmement difficile.

En 2019, Médecins du Monde a ouvert une base à Aden, dans le sud du pays, et signé un accord avec les autorités sanitaires afin de soutenir cinq nouvelles structures de santé dans les gouvernorats de Lahj et Abyan. En plus de son soutien aux structures du ministère de la Santé au Nord et au Sud, Médecins du Monde travaille à répondre aux épidémies affectant la population par un approvisionnement en médicaments, des formations et un appui technique aux soignants ainsi que la réhabilitation des infrastructures endommagées. ■

## SYRIE

### L'AIDE HUMANITAIRE CRIMINALISÉE

La situation humanitaire en Syrie demeure extrêmement précaire. L'acheminement de l'aide est toujours particulièrement compliqué dans les régions à nouveau contrôlées par le régime syrien et désormais dans les zones d'opposition où l'assistance transfrontalière a été réduite sous la pression du régime. Les attaques contre les agents de santé, leurs moyens de transport, leurs équipements, et les infrastructures sanitaires se poursuivent, réduisant drastiquement l'accès aux soins pour les populations les plus vulnérables. On estime à 12 millions le nombre de Syriens ayant besoin d'assistance médicale.

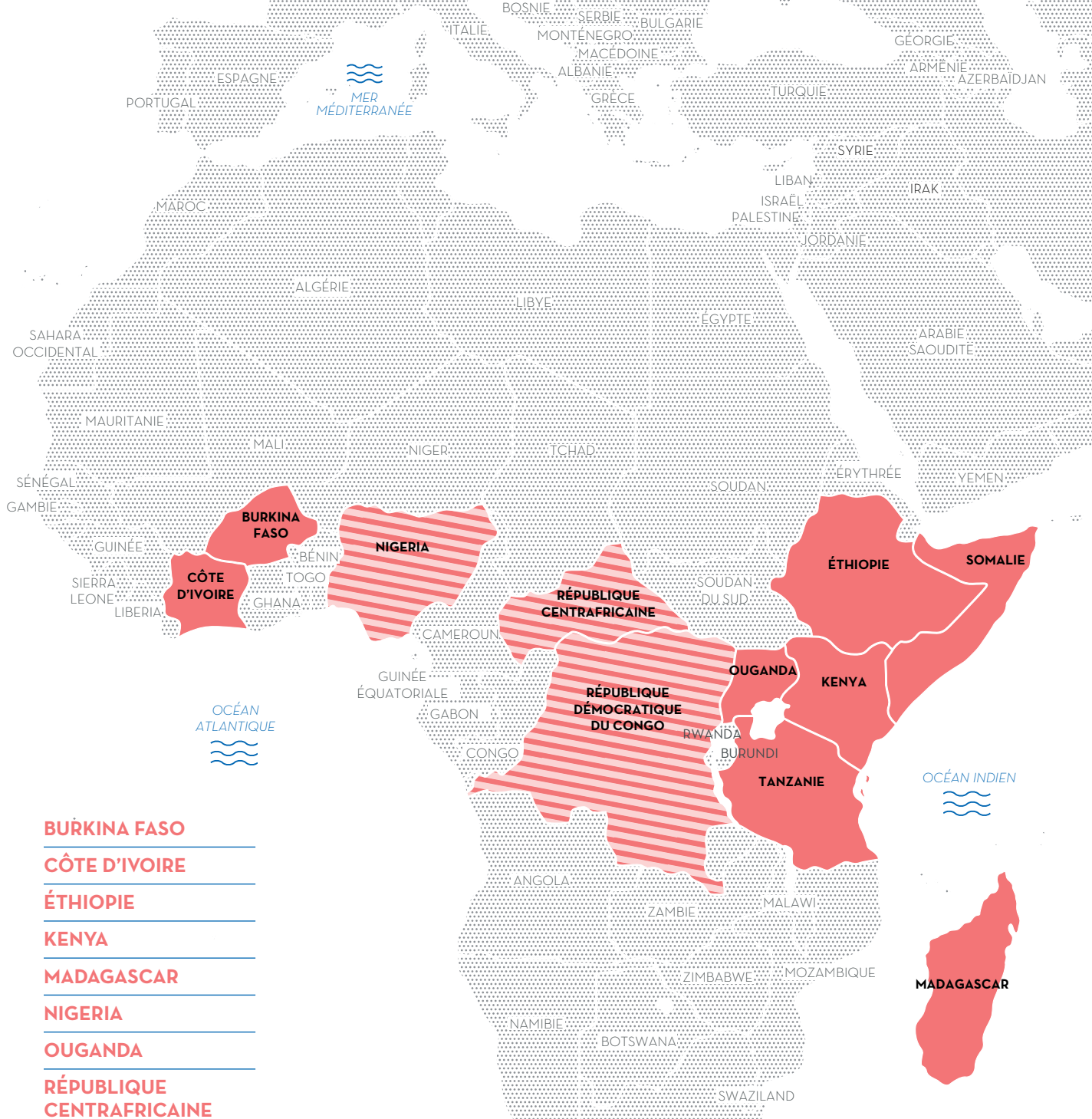
Depuis 2012, Médecins du Monde travaille avec le personnel de santé syrien afin de fournir des soins de santé primaires et de santé sexuelle et reproductive aux populations vulnérables à travers la Syrie. Les objectifs de Médecins du Monde demeurent la protection des civils face à de nouvelles offensives militaires ainsi que l'assistance médicale inconditionnelle aux populations vulnérables, en zone rebelle

comme dans les zones sous contrôle gouvernemental. La mise à disposition de médicaments et d'équipements essentiels, extrêmement rares dans les zones de conflit tout comme dans les zones reconquises par le régime et dénuées de services de santé, est assurée par le biais de partenaires locaux. En 2019, l'association a ainsi favorisé 52 362 consultations dans les gouvernorats d'Alep, Dara'a et Damas. Elle a également soutenu le personnel de santé à travers des formations visant à renforcer ses capacités techniques.

Au cours de l'année 2019, du fait des contraintes d'accès au territoire syrien, Médecins du Monde Turquie a repris les activités dans le nord-ouest du pays tandis que Médecins du Monde Espagne intervient dans la zone sous contrôle kurde, au nord-est. Médecins du Monde France se concentre dès lors sur les activités dans les zones sous contrôle du régime, à travers le soutien à un partenaire local dans le gouvernorat de Dara'a. ■

# AFRIQUE SUBSAHARIENNE





- BURKINA FASO**

---

- CÔTE D'IVOIRE**

---

- ÉTHIOPIE**

---

- KENYA**

---

- MADAGASCAR**

---

- NIGERIA**

---

- OUGANDA**

---

- RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

---

- RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

---

- SOMALIE**

---

- TANZANIE**

---

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Afrique subsaharienne sur [medecinsdumonde.org](https://www.medecinsdumonde.org)

## NIGERIA

### URGENCES ET CRISES

Depuis 2009, le nord-est du Nigeria est en proie à une crise humanitaire majeure, née des violences entre Boko Haram et les forces gouvernementales nigérianes. La Force multinationale mixte rassemblant des troupes du Tchad, du Nigeria, du Cameroun, du Niger et du Bénin tente de protéger les principales villes de la région et ses habitants, sans toutefois parvenir à mettre fin aux attaques contre les civils, aux enlèvements et aux infiltrations régulières des groupes armés dans les camps ou dans les villages. Depuis le début du conflit, plus de 37 000 personnes ont été tuées dans les États de Borno, Adamawa et Yobe, des milliers de femmes et de filles ont été enlevées et des centaines d'enfants utilisés comme bombes humaines.

Ces violences ont provoqué des déplacements massifs. L'État du Borno, où Médecins du Monde intervient depuis 2016, compte 1,5 million de déplacés et les ressources des communautés hôtes sont soumises à rude épreuve. Dans les camps de déplacés, le surpeuplement, le manque d'eau potable et les mauvaises conditions d'hygiène augmentent

le risque d'épidémies. Or deux tiers des structures de santé ont été endommagées ou détruites et les médicaments et les équipements médicaux manquent.

Médecins du Monde œuvre à améliorer l'accès aux soins des populations vulnérables, déplacées ou hôtes, dans cette zone où le conflit entrave la réponse humanitaire, 800 000 personnes ne pouvant recevoir aucune assistance en raison de l'insécurité. Cinq cliniques ont été mises en place dans les camps de Maiduguri et à Damboa et deux cliniques du ministère de la Santé sont appuyées en périphérie de Damboa, dans une zone où peu d'acteurs humanitaires ont accès.

Une équipe d'intervention d'urgence a également été recrutée dans le Borno, pour répondre aux situations telles que l'afflux de population ou les épidémies. Début de 2019, cette équipe a ainsi mis en place des services de santé dans le camp de Teachers' Village et, à la fin du mois de mai, elle a ouvert une clinique à Damboa suite à l'afflux d'environ 10 000 déplacés. ■

## ÉTHIOPIE

### VIOLENCES LIÉES AU GENRE

En Éthiopie, le VIH affecte de manière disproportionnée certaines populations parmi lesquelles les travailleuses du sexe. Ainsi, selon des données établies en 2014, 23 % d'entre elles sont séropositives. De plus, les travailleuses du sexe comptent parmi les personnes les plus susceptibles d'être exposées à des violences liées au genre et exclues des services sociaux. Malgré ce constat, il n'existe pas de données officielles et fiables sur le nombre de travailleuses du sexe en Éthiopie, ni sur le nombre de victimes de violences parmi elles. Cependant, une mission exploratoire menée par Médecins du Monde le long de l'axe commercial Addis-Abeba - Djibouti en 2017 a mis en exergue une situation alarmante. Or les services de prévention et de prise en charge des survivantes de violences liées au genre manquent et l'accès à la santé comme aux droits est extrêmement difficile.

Sur cet axe, dans la région Afar, Médecins du Monde a lancé en octobre 2018 un programme en partenariat avec Nikat Association, une organisation communautaire éthiopienne de travailleuses du sexe, et d'autres partenaires institutionnels comme le bureau régional de la santé et le Women's Affairs Bureau. 18 éducatrices paires ont été recrutées et formées à mener des séances de sensibilisation sur les violences liées au genre, la prévention du VIH et l'utilisation de préservatifs. Des activités médicales sont également mises en place via le partenaire Family Guidance Association of Ethiopia et Médecins du Monde appuie plusieurs centres de santé, ainsi que des cliniques spécifiquement dédiées aux travailleuses du sexe, afin d'améliorer leur prise en charge médicale, sociale et psychosociale. ■





spaghetti

500g



le me

Spaghetti 500g





## SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

Les indicateurs sanitaires concernant la santé sexuelle et reproductive sont globalement alarmants à Madagascar. Ainsi, 56,7 % seulement des femmes enceintes bénéficient de consultations prénatales, seuls 46 % des accouchements sont encadrés par des personnels soignants qualifiés et le taux de mortalité maternelle atteint 426 décès pour 100 000 naissances. La situation est particulièrement critique pour les jeunes Malgaches. 62 % des 15-19 ans sexuellement actifs n'utilisent pas de moyens de contraception modernes et 36 % des femmes ont eu une naissance vivante avant l'âge de 18 ans.

Or Madagascar se distingue par une législation particulièrement restrictive sur l'avortement et une très forte résistance à l'assouplissement de cette loi. Pourtant, l'avortement est fréquemment pratiqué de manière clandestine. Les hémorragies, la non-expulsion du fœtus, la rétention placentaire, la rupture utérine ou encore les infections font partie des complications qui constituent la deuxième cause de mortalité maternelle à Madagascar.

C'est dans la capitale malgache, à Antananarivo, que Médecins du Monde a démarré en 2017 un programme de santé sexuelle et reproductive. L'objectif est de contribuer à la réduction de la mortalité et de la morbidité maternelle, en particulier chez les jeunes de 10 à 24 ans. L'association vise le renforcement du rôle des acteurs de la société civile et des institutions publiques liées à la SSR.

Ce projet d'amélioration de la prévention et de la prise en charge des grossesses non désirées est mis en place avec trois associations nationales de jeunes - Tanora IRAI, Tanora GARAN'TEEN et Tandem - et une ONG nationale, ASOS, pour son volet communautaire. Un volet médical permet d'améliorer l'accessibilité et la qualité de l'offre des services SSR adaptés aux besoins des adolescents et des jeunes dans sept centres de santé de base. Enfin, des actions de plaidoyer permettent de promouvoir les droits des adolescents et des jeunes en matière de SSR. ■

## RÉDUCTION DES RISQUES

C'est au terme d'une étude menée en 2014 à Abidjan auprès de 450 consommateurs réguliers de cocaïne, d'héroïne et de crack que Médecins du Monde a décidé de lancer un programme de réduction des risques dans la capitale ivoirienne. L'étude montrait en effet que les usagers de drogues sont vulnérables aux maladies infectieuses du fait de leur consommation, de leurs pratiques sexuelles à risque, mais aussi de leurs conditions de vie extrêmement précaires, dans des zones insalubres sans accès à l'eau ni à l'hygiène. Ainsi le taux de séropositifs est particulièrement fort parmi cette population, notamment parmi les travailleurs et travailleuses du sexe. La prévalence de la tuberculose chez ces personnes est également bien plus élevée que dans la population générale et 10 % sont porteurs du virus de l'hépatite B.

Depuis janvier 2015, Médecins du Monde et des associations humanitaires locales partenaires mènent des actions de prévention et de réduction des risques auprès des usagers de drogues d'Abidjan. Médecins du Monde œuvre à renforcer la capacité d'agir de ces personnes, afin de développer des réponses adaptées à leurs besoins. L'objectif est d'améliorer leur prise en charge par le système sanitaire et de combattre la stigmatisation et la criminalisation qui font barrière à l'accès aux soins. La deuxième phase du projet, lancée en 2018, a permis l'ouverture d'un Centre d'accompagnement et de soins en addictologie, en plus des activités mobiles. Le centre propose à ce jour des activités incluant l'accueil, des services d'hygiène et de repos, de la sensibilisation, la distribution d'outils de réduction des risques, du dépistage, des consultations médicales, un accompagnement social, une prise en charge psychologique, ainsi que des activités communautaires. ■

# AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES





- COLOMBIE**

---

- GUATEMALA**

---

- HAÏTI**

---

- HONDURAS**

---

- MEXIQUE**

---

- SALVADOR**

---

- VENEZUELA**

---

Retrouvez les fiches détaillées  
des différents programmes  
en Amérique latine et aux Caraïbes  
sur [medecinsdumonde.org](http://medecinsdumonde.org)

## PROTECTION DES MIGRANTS ET DÉPLACÉS

À l'échelle mondiale, les corridors qui mènent d'Amérique centrale vers le Mexique sont parmi les plus empruntés par des migrants en transit. Environ 450 000 personnes s'y pressent chaque année. Depuis fin 2018, des caravanes composées de près de 10 000 personnes ont traversé l'Amérique centrale et le Mexique pour tenter de gagner les États-Unis. Cette crise migratoire, nourrie par la pauvreté, la violence et l'insécurité, provoque également des déplacements internes.

Les politiques migratoires déjà répressives et le contrôle des frontières ont été durcis. En 2019, les États-Unis ont exercé des pressions et obtenu la signature d'accords avec le Mexique, le Guatemala, le Salvador et le Honduras. Tous visent à freiner la migration irrégulière et entraînent la fermeture des routes migratoires, la militarisation des frontières et l'augmentation des déportations et détentions des demandeurs d'asile. En juillet 2019, des milliers de migrants africains et haïtiens ont ainsi été bloqués dans la ville de Tapachula, au sud du Mexique. Ces politiques répressives sont source d'une extrême vulnérabilité pour les migrants, non seulement sur les routes, mais aussi lors de leur retour forcé.

Le programme mené conjointement par Médecins du Monde

France et Médecins du Monde Espagne depuis 2016 a pour but d'améliorer l'accès aux soins et la protection des personnes migrantes et déplacées internes au Honduras, au Guatemala, au Salvador et au Mexique. Ce programme s'organise autour de trois axes principaux. D'une part le renforcement des capacités d'agir des institutions publiques et des organisations de la société civile. D'autre part la prise en charge médicale et psychosociale des personnes les plus vulnérables (enfants, adolescents non accompagnés, personnes en situation de déplacement forcé, etc.). Enfin le plaidoyer pour l'amélioration des politiques publiques d'accès aux soins pour les populations migrantes et déplacées.

Après trois années, Médecins du Monde bénéficie d'accords de partenariat avec six structures publiques, sept associations civiles et sept organisations sociales constituées de personnes migrantes expulsées et des parents de personnes migrantes disparues. En 2019, Médecins du Monde a également répondu aux besoins humanitaires des caravanes de migrants centro américains et de migrants africains en fournissant des moyens de réhydratation, d'hygiène, des médicaments. Mais aussi en mettant du personnel médical à disposition, notamment dans les refuges dépassés par ces flux de population. ■

## L'INSÉCURITÉ SANITAIRE

La crise économique et politique qui secoue le Venezuela depuis 2014 a des conséquences dramatiques sur la population. 80 % des foyers vénézuéliens font face à l'insécurité alimentaire et 4,1 millions de personnes souffrent de malnutrition. La crise fragilise également le système sanitaire du Venezuela. Plus de la moitié des professionnels de santé enregistrés en 2012 ont quitté le pays et tous les niveaux de prise en charge médicale sont affectés par le manque de personnel. Ainsi, 22 % des services d'urgence sont fermés, et 70 % d'entre eux ne fonctionnent que de manière intermittente. Une situation encore aggravée par les pénuries : 80 % des médicaments essentiels sont en rupture de stock. Or l'aide internationale directe demeure extrêmement limitée.

Par conséquent, plus de 4 millions de Vénézuéliens ont fui le pays entre 2015 et 2019. Le programme mené par Médecins du Monde au Venezuela vise à améliorer l'état de santé des populations les plus vulnérables et les plus affectées par la crise. En 2019, l'association a constitué des équipes médicales composées de médecins, d'infirmiers, de psychologues et de professionnels de santé communautaire dans cinq États du pays, Distrito Capital, Bolívar, Miranda, Sucre et Zulia. Médecins du Monde a notamment travaillé en partenariat avec AVESOC – une association de centres de santé qui fournit des services de soins aux populations les plus vulnérables – et Caritas Venezuela. En juillet 2019, le programme a été transmis à Médecins du Monde Espagne. ■



**EURASIE**





**BANGLADESH**

**BIRMANIE**

**BULGARIE**

**GÉORGIE**

**ITALIE**

**NÉPAL**

**PAKISTAN**

**PHILIPPINES**

**RUSSIE**

Retrouvez les fiches détaillées  
des différents programmes  
en Eurasie  
sur [medecinsdumonde.org](https://medecinsdumonde.org)





## GÉORGIE

# UN MODÈLE DE PRISE EN CHARGE

Dans un pays qui compte quelque 53 000 usagers de drogues, dont les trois quarts sont porteurs du virus de l'hépatite C, Médecins du Monde a mené entre 2011 et fin 2019 un ambitieux projet de réduction des risques. La clôture du programme a été célébrée le 17 décembre, date à laquelle l'association avait ouvert un centre d'accueil pour les usagers de drogues à Tbilissi, avec son partenaire local New Vector. En presque dix ans, de nombreuses activités de prévention et de sensibilisation aux risques de maladies infectieuses ont été organisées, notamment via la distribution de kits d'injection, des séances de dépistages et des consultations médicales et dentaires.

Pour démontrer la pertinence d'un modèle de prise en charge adapté aux besoins spécifiques des usagers de drogue et rappeler leur capacité à prendre soin de leur santé lorsqu'ils sont accompagnés de manière appropriée, Médecins du Monde a également développé un programme pilote de traitement de l'hépatite C. Le succès de ce modèle basé sur les pairs éducateurs a permis d'étendre l'action dans d'autres régions, auprès

d'autres associations de réduction des risques, à Zougldi en 2017 et à Gori et Batoumi en 2018. Depuis, avec le soutien du Fonds Mondial, ce modèle a été promu au niveau national auprès de tous les acteurs de la réduction des risques.

En 2019, Médecins du Monde a continué à soutenir New Vector à Tbilissi et à former les associations en région aux outils développés pour un meilleur dépistage de l'hépatite C et une meilleure prise en charge des patients. L'association est aussi intervenue auprès des jeunes usagers de drogues consommant de nouvelles substances psychoactives, en particulier lors de festivals de musique électronique. Le manque de connaissance de ces substances a parfois comme conséquence des overdoses, certaines létales.

Après 2019, Médecins du Monde en Géorgie souhaite étendre ses activités de réduction des risques auprès de la communauté LGBT et soutenir de nouveaux partenaires dans le Sud Caucase, d'abord en Arménie puis en Azerbaïdjan. ■

## RUSSIE

# AUPRÈS DES TRAVAILLEURS DU SEXE

La Russie fait face à une épidémie croissante de VIH, le nombre de cas officiellement enregistrés dépassant 1,3 million et augmentant d'environ 10 % chaque année. L'épidémie touche particulièrement les travailleuses et travailleurs du sexe. Leur activité étant criminalisée, ces personnes sont exposées aux violences de la police, des clients et des réseaux d'exploitation, mais aussi à la stigmatisation sociale. Elles rencontrent d'importantes difficultés pour accéder à des soins médicaux.

Depuis 2015, Médecins du Monde travaille avec les associations russes Shagui, à Moscou, et Silver Rose, à Saint-Pétersbourg, à améliorer l'accès aux soins des travailleurs du sexe et à les aider à se protéger des maladies sexuellement transmissibles comme de la violence. En septembre 2019, un partenariat a également été développé avec l'association Zerkalo à Perm, afin de développer des services complets de santé sexuelle et reproductive.

Grâce à deux unités mobiles, l'association intervient à Moscou et, depuis 2019, en région pour sensibiliser et proposer des méthodes de prévention. Les travailleurs et travailleuses du sexe peuvent également être testés pour le VIH ou se rendre dans un Drop-In Center pour bénéficier d'un accompagnement individuel. L'intervention de Médecins du Monde vise à renforcer les capacités des associations qui œuvrent à la lutte contre l'épidémie du sida en Russie et à accompagner la mobilisation des travailleurs du sexe afin qu'ils soient impliqués dans l'élaboration des politiques de santé qui les concernent. En avril 2019, Médecins du Monde, Shagui et l'Institut central russe de recherche en épidémiologie ont publié une enquête évaluant la prévalence du VIH et de cinq infections sexuellement transmissibles parmi les travailleurs du sexe à Moscou. L'étude a permis d'identifier les facteurs associés, d'évaluer les connaissances du participant sur ces infections ainsi que l'accès à la prévention et aux soins. ■

## PHILIPPINES

# SANTÉ ET ENVIRONNEMENT

40 % des familles vivant dans les bidonvilles de Manille sont installées sur des zones à fort risque d'inondations et d'incendies. Dans le Barangay 775, l'un des plus pauvres de la métropole, 60 % des ménages vivent dans des habitats de fortune et sont régulièrement affectés par des catastrophes. Trois incendies majeurs ont ainsi partiellement détruit le quartier depuis 2001. Les habitants manquent d'information sur les mesures à prendre en cas de catastrophe et certaines zones demeurent inaccessibles pour les véhicules de secours. De plus, la gestion des déchets, l'accès aux systèmes d'assainissement et à l'hygiène sont extrêmement restreints.

Depuis 2018, Médecins du Monde développe le projet pilote AYOS! (« allons-y, ensemble! »). Dans le cadre de ce projet, la santé est abordée à travers les angles de la réduction des risques de catastrophes naturelles et humaines, la réduction des risques sanitaires liés à l'environnement, l'amélioration

de l'accès aux soins et l'autonomisation de la population et des autorités locales. Ainsi l'association mobilise la communauté afin qu'elle puisse améliorer sa santé et son cadre de vie. Cette approche a permis de mobiliser et de solidariser les habitants du Barangay 775, mais aussi de renforcer les capacités et les bonnes pratiques des autorités locales.

Habitants et autorités sont formés à la réduction des risques de catastrophes et aux premiers secours. Médecins du Monde propose aussi des formations afin d'améliorer le leadership, le management et la gestion comptable des autorités locales et de la communauté. Enfin, l'association mène des campagnes d'information sur la gestion des déchets et a participé à la création d'un comité de gestion des déchets solides dans le quartier. Autrefois l'un des barangays les plus sales et vétustes de Manille, le Barangay 775 a été cité parmi les plus propres de la capitale. ■

## BIRMANIE

# RÉDUCTION DES RISQUES

La Birmanie connaît l'une des épidémies de sida les plus importantes d'Asie du Sud-Est. Parmi les 220 000 personnes vivant avec le virus, plus de la moitié d'entre elles n'ont toujours pas accès aux traitements. Le VIH touche particulièrement les personnes usagères de drogues par injection, les travailleurs et travailleuses du sexe et les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes. Particulièrement discriminées, ces personnes sont rarement prises en compte par les programmes de sensibilisation, de dépistage et de traitement. L'isolement, les capacités limitées des institutions publiques et une législation punitive sont autant d'obstacles à la lutte contre le VIH en Birmanie. C'est pourquoi Médecins du Monde soutient le ministère de la Santé et des Sports en proposant des services de réduction des risques à destination de ces publics clés.

### YANGON

Depuis 2000, à travers un réseau de pairs éducateurs, l'association intervient auprès de la communauté des travailleurs du sexe et des homosexuels à Yangon. Outre les actions de prévention, une clinique fixe accueille plus d'un millier de personnes chaque année. Elles y reçoivent des traitements antirétroviraux, des conseils et peuvent se faire dépister d'autres maladies telles que la tuberculose et les maladies sexuellement transmissibles.

Des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer sont également organisées, notamment afin d'améliorer le quotidien de ces personnes et de leur permettre d'accéder aux services de lutte contre le VIH.



## KACHIN

Dans l'État rural du Kachin, au nord de la Birmanie, les usagers de drogues font face à de nombreuses discriminations et sont persécutés par les communautés religieuses anti-drogues, « Pat Ja Saan ». Soutenu par un réseau de travailleurs communautaires, Médecins du Monde y intervient dans trois townships ainsi qu'à travers des activités d'« aller-vers ». Ce modèle permet de proposer un large éventail de services aux usagers de drogues : dépistage, conseils et traitements du VIH, soins de santé primaire, vaccination contre l'hépatite B et dépistage de l'hépatite C, dépistage et traitement des MST et de la tuberculose, orientation vers des services de soins et de soutien.

Médecins du Monde propose également un accès au traitement de substitution par la méthadone, distribuée du matériel de prévention et organise des ateliers d'éducation à la santé et au traitement antirétroviral pour impliquer les usagers dans les actions de prévention. Médecins du Monde travaille par ailleurs à améliorer l'acceptation des programmes de réduction des risques par les autorités et la société, et participe au processus de réformes législatives sur les drogues. ■

# OPÉRATION SOURIRE

Depuis 1989, l'Opération Sourire de Médecins du Monde France a organisé des missions de chirurgie plastique et reconstructrice en Asie et Afrique. Ce programme vise à redonner le sourire à des personnes – particulièrement des enfants et des jeunes adultes – atteintes de pathologies congénitales ou acquises. L'Opération Sourire est portée par trois autres associations du réseau : Médecins du Monde Allemagne, Médecins du Monde Japon et Médecins du Monde Pays-Bas. En 2019, 582 patients ont été opérés au cours de 16 missions réalisées dans 7 pays d'intervention (Sierra Leone, Tanzanie, Cambodge, Bangladesh, Birmanie) grâce à l'implication de plus de 90 bénévoles médicaux.

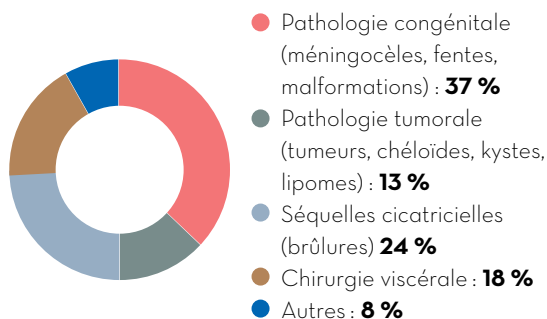
Ainsi, les équipes ont principalement pris en charge des patients souffrant de fentes labio-palatines, de séquelles de brûlures ou de tumeurs et malformations faciales très handicapantes.

À travers l'acte médical, les équipes contribuent à redonner confiance aux patients en favorisant leur réinsertion sociale et physique au sein de leur communauté. Toutes les équipes travaillent dans la durée et en lien avec des partenaires (hospitaliers, associatifs, entités spécialisées dans la réinsertion entre autres).

## PROFIL DES PATIENTS OPÉRÉS EN 2019

Au total, **327 patients** ont été opérés lors des **8 missions** réalisées en 2019 par Médecins du Monde France.

### RÉPARTITION DES PATHOLOGIES PRISES EN CHARGE :



Plus de la moitié des patients opérés a moins de 15 ans. 60 % d'entre eux ont moins de 5 ans. À Madagascar notamment, les équipes spécialisées dans les opérations de fentes labio-palatines et les pathologies viscérales interviennent principalement auprès d'enfants (environ 90 %).

Des interventions nécessitant une grande technicité ont également été réalisées auprès de patients souffrant de méningo-encéphalocèles au Cambodge et de patients victimes de brûlures intentionnelles au Pakistan.

## 30 ANS D'OPÉRATION SOURIRE

L'Opération Sourire demeure un programme de chirurgie humanitaire qui conserve sa pertinence au regard des besoins qui restent à couvrir dans les pays d'intervention, et des résultats obtenus (transferts de techniques, prises en charge de pathologies complexes, suivi et réinsertion des patients).

Depuis 1989, les équipes médicales bénévoles offrent à ceux qui n'y ont pas accès des interventions de chirurgie réparatrice. En 30 ans, plus de 17 500 patients ont été opérés dans une dizaine de pays différents.

En 2019, 16 missions dans 7 pays d'intervention ont permis à un total de 582 patients d'être opérés :

- Médecins du Monde Allemagne : 1 mission – 39 patients (Cambodge)
- Médecins du Monde Japon : 4 missions – 82 patients (Bangladesh, Birmanie)
- Médecins du Monde Pays-Bas : 3 missions – 134 patients (Sierra Leone, Tanzanie)
- Médecins du Monde France : 8 missions – 327 patients (Cambodge, Madagascar, Pakistan)

## PERSPECTIVES ET ENJEUX

En 2020, huit missions de chirurgie sont planifiées par Médecins du Monde France. ■



#### RESPONSABLES

- Associatif : Dr Isabelle Barthélémy, Dr François Foussadier, Dr Frédéric Lauwers
- Siège : Marine Bussac

#### PAYS D'INTERVENTION

- Cambodge, Madagascar, Pakistan

#### BUDGET

- 305 000 euros

#### PARTENAIRE

- Fondation d'entreprise L'Oréal

# OPÉRATIONS FRANCE

**En 2019, nos programmes et nos actions se sont inscrits dans un contexte politique, économique, social qui s'est dégradé et durci notablement, en particulier pour les populations les plus précarisées. Un contexte qui, au regard de l'épidémie de Covid-19 de 2020, laisse craindre des conséquences, tant sociales qu'économiques, bien plus lourdes encore, provoquant la bascule d'une part importante de la population dans la précarité.**

## DES INÉGALITÉS QUI SE CREUSENT

L'année 2019 a été marquée par une progression de la pauvreté et des inégalités sociales en France. Après une période de stabilité, le taux de pauvreté a augmenté et la précarité touche désormais 15 % de la population soit 9,3 millions de personnes. Les inégalités sociales se creusent : 5 millions de personnes vivent avec moins de 855 euros par mois et 4 millions de personnes sont concernées par le mal-logement. Certaines régions cumulent les difficultés. Les chances d'y accéder à un emploi, à un service de santé, à l'éducation sont minces. Des difficultés qui s'inscrivent dans un recul général et continu des services publics.

Autre élément marquant, l'aggravation de la crise globale du système de santé. Le personnel des hôpitaux s'est ainsi mobilisé avec une rare ampleur, notamment les services des Urgences. Comme beaucoup d'autres, mobilisés depuis un an, nous avons décrit une crise systémique qui touche non seulement l'hôpital public, transformé



en usine à soins, mais également les établissements médico-sociaux, les EPAHD soumis aux restrictions budgétaires ainsi que la médecine de ville avec ses déserts médicaux. Un manque de moyens matériels et humains criant qui aura des conséquences dramatiques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19.

## UN ACCUEIL TOUJOURS PLUS INDIGNE

Sur le front de la crise de l'accueil, 2019 n'a pas vu les pays européens infléchir leur politique migratoire. L'Europe a continué à se barricader, à dresser des barrières, à élever des murs. 2019 a ainsi été une année record pour le nombre d'expulsions et de reconduites à la frontière de sans-papiers. Les ONG comme SOS Méditerranée ont été criminalisées, interdites de sauvetage en mer. Cette politique répressive et exclusivement sécuritaire contraint les exilés à emprunter des routes migratoires périlleuses



et à vivre dans des conditions indignes, dans des campements de fortune qui n'ont cessé de se renouveler après chaque expulsion pour « mise à l'abri ».

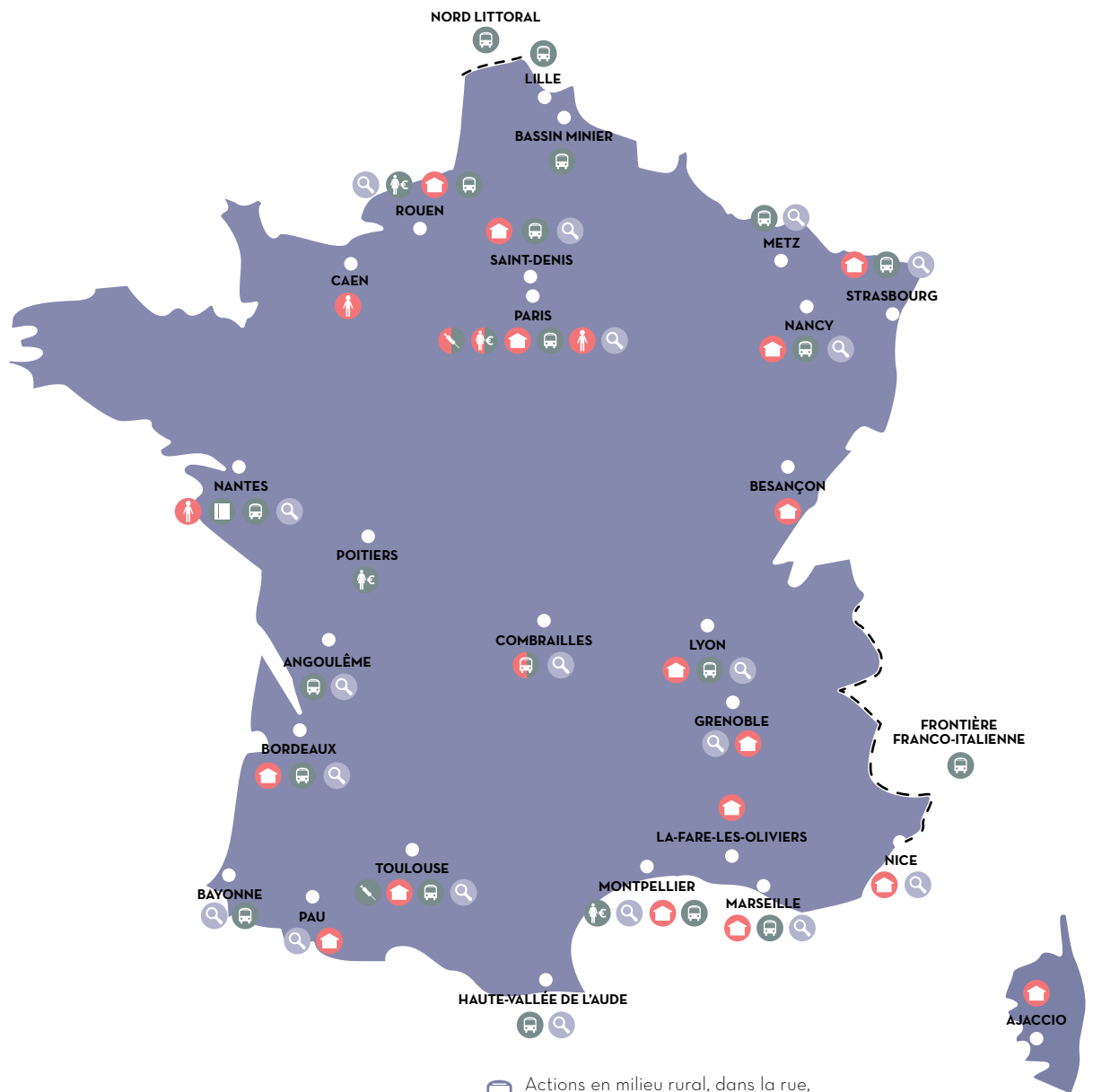
Surtout, une campagne orchestrée contre le soi-disant « tourisme médical » a abouti en fin d'année à entraver drastiquement l'accès à la couverture santé pour les demandeurs d'asile - en instaurant un délai de carence de trois mois - pour les bénéficiaires de l'AME et pour les personnes dont le titre de séjour expire. Ces remises en cause du droit à la santé pour les plus précarisés constituent une aberration sur le plan de la santé individuelle et collective et représentent une faute politique grave.

## UNE CRISE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Sur le plan environnemental, 2019 a vu l'apparition d'un mouvement mondial de la jeunesse qui interpelle et

bouscule les gouvernements en liant le combat écologique à celui de la justice sociale. Ces enjeux sont devenus une priorité absolue car la crise environnementale a des conséquences considérables sur la santé des populations. Les plus précarisées en sont les premières victimes et l'OMS considère, par exemple, qu'environ 14 % de la mortalité en France serait due à des causes environnementales.

Enfin, l'année écoulée a confirmé, avec la mobilisation des « gilets jaunes », une crise de la représentation politique. Les citoyens manifestent un manque de confiance et un sentiment d'impuissance vis-à-vis des politiques publiques. L'incurie et le manque de préparation du pouvoir face à l'épidémie de 2020 risque de renforcer cette défiance. Une colère légitime, qui pourrait inciter certains à se tourner vers un repli nationaliste et autoritaire. La situation requiert pourtant toujours plus de fraternité et de solidarité entre les peuples. ■




LA RÉUNION




MAYOTTE





GUYANE

 Actions en milieu rural, dans la rue, les bidonvilles, auprès des migrants...


 Centres d'accueil, de soins et d'orientation


 Parrainage des enfants hospitalisés

 Actions auprès des personnes se prostituant

 Actions auprès des usagers de drogues


 Actions auprès des personnes incarcérées

 Actions auprès des mineurs isolés étrangers

 Prévention VIH / Hépatites / IST / Tuberculose

 Actions mobiles

 Actions dans les locaux de MdM

 Programmes transversaux



# OBSERVATOIRE DE L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS

L'Observatoire de l'accès aux droits et aux soins de la mission France a été créé en 2000 pour témoigner des difficultés d'accès aux dispositifs de droit commun des populations accueillies dans les programmes de l'association. L'Observatoire constitue ainsi un outil de connaissance des populations vulnérables, par ailleurs ignorées des statistiques publiques, mais également un outil de pilotage des programmes et d'aide au plaidoyer.

Il permet d'élaborer des propositions au regard de données objectives et de l'expertise de terrain, à partir desquelles Médecins du Monde interpelle les acteurs politiques, institutionnels et/ou professionnels de santé pour améliorer l'accès aux droits et aux soins des populations précaires ou en situation d'exclusion.

## NOTRE ACTION

L'Observatoire apporte un appui à l'ensemble des programmes menés en France pour recueillir des données permettant de communiquer et témoigner sur une base objective. Chaque année, l'Observatoire publie un rapport à l'occasion de la Journée internationale du refus de la misère (le 17 octobre) : l'occasion d'alerter et d'interpeller l'ensemble des acteurs et des pouvoirs publics sur les besoins et les dysfonctionnements dans l'accès aux droits et aux soins de ces personnes. Il vise ainsi à donner un éclairage précis et documenté sur les problématiques de santé des personnes reçues dans nos programmes, leurs difficultés pour se soigner dans notre système de santé et sur les obstacles qu'ils rencontrent pour que leurs droits soient effectifs.

Il est élaboré à partir des données et témoignages recueillis sur l'ensemble des programmes par les équipes de terrain, d'observations sur les dispositifs d'accès aux soins et difficultés existantes, du suivi des dispositifs législatifs et réglementaires. ■

## EN CHIFFRES

En 2019, les **14** centres d'accueil, de soins et d'orientations (CASO/CAOA) de Médecins du Monde en France ont reçu au total **23 048** personnes différentes.

**23 712**  
consultations médicales  
(généraliste ou spécialiste)

**1 564**  
consultations dentaires

**7 264**  
consultations paramédicales  
et de prévention

**15 461**  
consultations sociales

L'âge moyen des patients est de **32,8 ans**.

**12,3 %**  
de la file active est composée  
de mineurs

**97,3 %**  
des personnes sont  
d'origine étrangère

# ACCÈS AUX SOINS ET AUX DROITS

## CENTRES D'ACCUEIL, DE SOINS ET D'ORIENTATION

Les Centres d'accueil de soins et d'orientation (CASO) sont des structures qui offrent un accueil médico-social à toute personne en difficulté d'accès à la santé en France. Ce sont des dispositifs de facilitation de recours aux soins et à la prévention et d'accès aux droits pour les personnes en grande difficulté ou en situation d'exclusion qui ne connaissent pas leurs droits ou qui ne parviennent pas à les faire valoir. En 2019, Médecins du Monde compte 14 CASO.

Elles y sont accueillies gratuitement et inconditionnellement, y rencontrent différents professionnels de santé pour une consultation ou une évaluation médicale avant d'être orientées vers les structures médico-sociales du territoire. Elles peuvent également être accompagnées dans leurs démarches administratives afin d'obtenir une couverture maladie, et rencontrer un travailleur social. Médecins du Monde leur propose des soins infirmiers, des consultations médicales, de l'information sur la prévention des maladies infectieuses ou du dépistage spécifique pour certaines pathologies. Une prise en charge psychosociale et de santé mentale est également proposée, notamment suite aux parcours d'exil qui génèrent souvent de la souffrance psychique.

Médecins du Monde documente les parcours de soins et témoigne auprès des acteurs de santé des obstacles rencontrés par les patients exclus du système de santé. Les données médico-sociales des personnes reçues sont complétées par des récits qui illustrent l'impact sur la santé de l'absence de mesures d'accompagnement – telles l'interprétariat, la médiation en santé – ou encore de la grande fragilité des familles à la rue.

Fin 2019, des restrictions à l'accès à la couverture maladie des étrangers précaires ont été adoptées par le Parlement. Cette réforme va entraver encore plus l'accès aux soins des personnes reçues dans les CASO. Médecins du Monde défend auprès des institutions

l'accueil et l'insertion de ces personnes dans le système de santé de droit commun via des structures adaptées (Permanences d'accès aux soins de santé, structures de Protection maternelle et infantile, Centres médico-psychologiques, etc.). L'association milite pour un accueil digne et la simplification de l'accès aux droits (levée des contraintes de domiciliation, fusion AME-sécurité sociale) et à la santé pour tous, indépendamment de la régularité de leur statut.

**En 2019 les centres participant au recueil des données ont :**

— reçu **23 048 personnes**,  
— réalisé **48 235 consultations** au cours  
de **43 415 visites**.

Par rapport à l'année 2019, on note une diminution de 4% pour la file active et de 5,5% pour les consultations. Les trois quarts des consultants en 2019 n'avaient jamais été reçus avant dans un CASO de Médecins du Monde France.

La grande majorité des consultants (8 sur 10) se sont rendus pour la première fois dans un CASO grâce au bouche-à-oreille, sans orientation préalable par une autre structure. 4% ont été orientés par une structure de soins et 2% par un autre programme de Médecins du Monde. Enfin, 12% ont été adressés par une autre structure, telle qu'une institution administrative ou sociale ou une association.

## ACTIONS EN MILIEU CARCÉRAL

Depuis 2011, Médecins du Monde s'intéresse aux enjeux de santé pour les personnes placées sous main de justice. La dernière étude de l'Institut de veille sanitaire (2014) montre une surreprésentation de certains problèmes de santé : pathologies psychiatriques, addictions, VIH, hépatites, handicaps et déficiences et actes auto-agressifs.

L'association mène deux projets, l'un en amont de l'incarcération à Marseille et l'autre promouvant la santé dans une démarche communautaire à Nantes. Ils nourrissent une potentielle modélisation et défendent :

- La mise en place d'alternatives à l'incarcération pour les personnes présentant des troubles psychiatriques sévères, qui visent le renforcement de compétences des personnes plutôt que l'enfermement.
- Un accompagnement des personnes favorisant *l'empowerment* via le logement.
- Une promotion de la santé en milieu carcéral dans toutes ses composantes.
- Une équivalence des dispositifs de santé en prison (RdR), comme le prévoit la loi du 18 janvier 1994.

- La promotion de la démocratie sanitaire pour les personnes détenues et la possibilité de mobilisations collectives pour la mise en place de dispositifs améliorant la santé.
- La considération des enjeux de santé dans un contexte centré sur la sécurité.

Médecins du Monde fait partie du groupe de travail sur la promotion de la santé de la Direction générale de la Santé et a co-organisé en septembre 2019 un colloque sur la promotion de la santé avec les ministères de la Santé et de la Justice. L'association fait également partie du groupe expert de Sidaction réunissant des professionnels de la santé, du milieu pénitentiaire et des acteurs associatifs.





## ACTIONS EN ZONES RURALES ET URBAINES

Depuis avril 2016, des actions sont menées pour favoriser l'accès aux droits et aux soins dans le quartier de Lille-Sud. L'équipe du programme y organise des temps de prévention, développe une approche d'« aller vers » les personnes en rupture d'un parcours de santé et les accompagne dans leurs démarches. Ils travaillent ensemble sur les principaux obstacles qu'elles peuvent rencontrer et mobilisent les acteurs du droit commun et associatifs, dans un objectif de renforcement de leurs capacités individuelles et collectives.

La précarité n'est plus la particularité des grandes villes. Aujourd'hui, ce phénomène prend plus d'ampleur en milieu rural où s'ajoutent des difficultés inhérentes au territoire. Depuis 2013, Médecins du Monde s'intéresse aux problèmes d'accès aux soins en zones rurales :

- En Auvergne dans les Combrailles, RESCORDA est un dispositif d'accès aux soins et de coordination à destination des personnes en situation de précarité, souvent isolées. En 2019, un programme de covoiturage a été lancé avec la Communauté de communes de St-Eloi et Covoiturage Auvergne pour faciliter la mobilité vers les lieux de prévention, dépistage et soins. Une mallette pédagogique basée sur la capitalisation du programme a aussi été réalisée.
- Dans la Haute vallée de l'Aude, Médecins du Monde facilite l'autonomie des personnes en situation de précarité dans leur accès à la santé. L'équipe y propose des permanences médico-sociales accessibles à tous ainsi que des actions mobiles vers les personnes les plus éloignées de la santé, notamment auprès des consommateurs de produits psychoactifs.

**Ces trois programmes font la promotion de la médiation en santé, démarche adaptée aux personnes éloignées du système de santé. ■**





# SANTÉ DES PERSONNES À LA RUE, ET MAL LOGÉES

## PROMOUVOIR LA SANTÉ DES PERSONNES À LA RUE

La précarité, le mal-logement, la vie à la rue, le « mode survie » sont des traits communs à la majorité des personnes suivies par Médecins du Monde, qui mettent gravement en danger leur santé. Cela touche les personnes rencontrées sur les missions mobiles d'« aller vers », en bidonvilles, à la rue, ou dans les encampements de migrants ; mais aussi les personnes rencontrées dans les CASO dont 93,7% des patients vivent en habitat instable et 33 % en habitat très précaire (à la rue, en hébergement d'urgence pour une durée de 15 jours ou moins, en squat ou campement). La situation actuelle de saturation dans l'hébergement d'urgence et la remise en cause répétée du principe de l'accueil inconditionnel impactent durement ces personnes.

### NOTRE ACTION

À la rue ou dans les centres d'hébergement et d'accueil de jour, nos équipes mobiles proposent divers services :

- Accompagnement dans les démarches administratives et l'ouverture des droits ;
- Veille sanitaire, consultations médicales, soutien psychosocial, médiation en santé ;
- Information et sensibilisation des acteurs médicaux et sociaux sur la problématique de l'habitat et de la précarité.

À travers ces actions, Médecins du Monde témoigne des difficultés rencontrées par les personnes sans abri pour faire valoir leurs droits et accéder aux soins. En plus de ses interventions sur le terrain, et pour ne pas s'inscrire dans un processus de substitution, l'association plaide auprès des institutions pour promouvoir des dispositifs d'hébergement et de logement adaptés et pérennes, mais aussi des dispositifs mobiles permettant un contact médico-psychosocial et un accès aux soins effectif et pérenne pour les plus exclus.

## FAVORISER LE SUIVI SANITAIRE EN SQUATS ET BIDONVILLES

Les équipes intervenant en squats et bidonvilles constatent les conséquences de l'habitat ultra précaire et de la pratique répétée des expulsions sur la santé des personnes. Les expulsions sans relogement jettent les habitants des lieux de vie informels dans l'errance, les éloignent du système de santé, brisent la continuité des soins et rendent difficile la prévention et la lutte contre les épidémies. Pour pouvoir bénéficier d'une couverture maladie, ces personnes doivent se confronter à de multiples obstacles dans le parcours d'accès aux droits et à des délais d'instruction très longs.

L'instruction interministérielle du 25 janvier 2018, axée sur la résorption des bidonvilles, ainsi que le doublement annoncé en 2019 du budget dédié, sont des signes positifs d'évolution de l'action publique en faveur de solutions durables. Pourtant en 2019, si les expulsions semblent en recul sur certains territoires, la mise en place de stratégies territoriales n'a pas avancé et les résultats concrets se font encore attendre.

### NOTRE ACTION

Médecins du Monde intervient dans les squats et bidonvilles pour proposer un accès aux soins et aux droits aux habitants ou les orienter vers des structures de santé - avec une attention particulière sur la santé des femmes et des enfants.

La médiation en santé est particulièrement adaptée. Les médiateurs en santé de l'association travaillent avec des partenaires associatifs et de droit commun pour améliorer la prise en charge des habitants des bidonvilles et renforcer leur capacité à recourir aux soins et aux droits de façon autonome.

Favorable à une politique de résorption des bidonvilles qui tient compte de la participation des personnes concernées, Médecins du Monde insiste sur l'importance de solutions concertées, et de propositions de relogement adaptées et pérennes. En l'absence de propositions dignes et le temps que celles-ci soient élaborées avec les habitants, l'association milite pour une stabilisation temporaire des personnes et une sécurisation sanitaire des lieux de vie. **K**

## SANTÉ ET ENVIRONNEMENT NOCIF

La délégation PACA se mobilise fortement sur la problématique du mal-logement, notamment à la suite de l'effondrement de l'immeuble de la rue d'Aubagne à Marseille le 5 novembre 2018, mais aussi pour les personnes à la rue ou en bidonvilles. Quelle que soit sa forme, le mal-logement est nocif pour la santé.

Ainsi, les équipes de Médecins du Monde Marseille mènent un programme qui inclut une approche dédiée à l'amélioration des conditions de vie en bidonvilles. De nombreux facteurs liés à l'environnement peuvent être nocifs pour la santé : l'eau, les toilettes, la gestion des déchets, le bois utilisé pour se chauffer, le travail de ferrailage, la pollution de l'air dans des lieux sans aération et particulièrement exposés, la présence de nuisibles, etc.

Nous interpellons les pouvoirs publics afin que l'accès à l'eau, qui est fondamental, mais aussi à des sanitaires et au ramassage des déchets soient effectifs, quel que soit le lieu de vie.



# MIGRATION

**Le nombre de personnes fuyant la guerre, les persécutions ou les conflits a dépassé 70 millions en 2018 (rapport HCR de juin 2019). Il s'agit d'un niveau sans précédent, jamais atteint en bientôt soixante-dix années d'existence du Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR).**

**En France, un peu plus de 130 000 demandes ont été déposées à l'Ofpra<sup>1</sup> (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Après des chiffres restés bas en 2015 et 2016, les demandes d'asile sont en augmentation de 7,3 % en 2019, selon les statistiques de l'asile publiées en janvier 2020 par le ministère de l'Intérieur. Dans le même temps, les expulsions d'étrangers en situation irrégulière ont par ailleurs augmenté de 19 %, avec 23 746 éloignements. Enfin, il faut noter que 50 % des demandeurs d'asile ne sont pas hébergés alors que ces personnes devraient pouvoir disposer légalement d'un hébergement.**

## DANS LES GRANDES VILLES DE FRANCE

Partout en France, des campements et des squats se multiplient du fait d'une politique de non-accueil et du durcissement des politiques migratoires. Les personnes y vivent dans des conditions indignes.

Médecins du Monde travaille auprès des personnes migrantes dans la plupart de ses programmes en France, 96 % des personnes reçues dans nos CASO sont des étrangers précaires. En centre de soins ou en intervention mobile, nos équipes proposent des soins infirmiers, des consultations médicales, des actions de prévention, un accompagnement social. Les souffrances physiques et psychiques générées par les parcours d'exil sont également prises en compte.

Médecins du Monde milite pour un accueil digne de toutes les personnes, quelle que soit leur situation administrative, pour le respect de leurs droits fondamentaux et pour une prise en charge inconditionnelle et de qualité.





## FRONTIÈRE FRANCO-ITALIENNE

Le passage de l'Italie vers la France est resté en 2019 un axe migratoire important pour les personnes qui veulent poursuivre leur parcours en Europe. Les migrants qui tentent de passer entre Vintimille et Menton sont systématiquement retenus dans des conditions déplorables puis refoulés en Italie depuis le poste frontière de Menton. Médecins du Monde mène des actions en lien avec des associations italiennes et françaises auprès des personnes refoulées et organise régulièrement des consultations médicales auprès des migrants à la rue à Vintimille.

Parallèlement à la fermeture de la frontière sud, les migrants ont été de plus en plus nombreux à arriver dans le Briançonnais, par le col de l'Échelle et Montgenèvre. Un réseau local citoyen s'est rapidement constitué pour accueillir les personnes. Les risques pris par les migrants, notamment en hiver, pour rejoindre Briançon sont majorés par la présence policière renforcée depuis 2018 quand plus de 5000 personnes ont traversé la montagne pour regagner la France. En 2019 le nombre d'arrivées au Refuge Solidaire (centre d'hébergement associatif) est descendu en dessous de 2000. L'Unité mobile de mise à l'abri (UMMA) de Médecins du Monde intervient dans la montagne avec Tous Migrants pour secourir et mettre à l'abri les personnes qui traversent la frontière à pied. En novembre et décembre 2019, 32 sorties ont eu lieu, permettant de secourir 69 personnes.

## PARIS

L'année 2019 a été de nouveau chaotique à Paris, avec la constitution de plusieurs campements de grande ampleur, un nombre record de personnes à la rue en fin d'année (autour de 3500).

Si l'ouverture, en mai, d'une Halte humanitaire Porte de la Chapelle a permis de proposer des services de base aux personnes (eau, douche, repos...), aucune avancée notable n'a été constatée sur les questions d'hébergement et de logement. Les dispositifs restent sous-dimensionnés et conditionnent toujours l'hébergement à la situation administrative des personnes, laissant sans solution les « dublinés », les déboutés et les personnes sans-papiers, malgré leur immense vulnérabilité.

Pire, suite aux évacuations de la fin d'année, la Préfecture de Police a annoncé la mise en place d'une stratégie de « zéro retour », renforçant le déploiement des forces de l'ordre dans la zone pour éviter toute reconstitution de campement. Cette présence policière contraint les personnes à se cacher et à vivre dans des conditions inqualifiables.

Face à cette situation, l'action de la veille sanitaire mobile a connu une nouvelle fois une augmentation d'activité importante (de 3467 à 4019 consultations médicales), tout comme la Permanence d'accueil et d'écoute psychologique qui l'accompagne (de 325 à 436 venues). Cette dernière s'est largement développée (moyenne de 14,5 personnes présentes contre 8 en 2018 soit + 81%), témoignant de l'importance des besoins de prise en charge en santé mentale pour les personnes exilées à la rue.

En termes d'actions inter-associatives : deux faits marquants en 2019 avec une journée symbolique de « grève » le 9 avril pour dénoncer l'inaction de l'État, et la rédaction fin juin d'un Manifeste national « En finir avec les situations inhumaines d'errance et de campements en France » signé par une centaine de collectifs citoyens et d'associations.

## CALAIS, GRANDE-SYNTHE, DUNKERQUE

L'année 2019 marque un enlèvement de la situation sur le Nord Littoral, où les migrants qui essaient de rejoindre l'Angleterre sont systématiquement empêchés par les forces de l'ordre. L'accès au port de Calais est barricadé derrière des grilles et des barbelés, les moindres campements sont continuellement expulsés par la police. L'Observatoire des expulsions collectives des lieux de vie informels, mis en place par plusieurs associations fin 2018, a recensé près de 1200 expulsions en une année sur le territoire métropolitain, dont 85 % se sont déroulées sur les seuls sites de Calais et Grande-Synthe, sur des bases juridiques questionnables dans la quasi-totalité des cas.

Un contentieux a été porté par plusieurs associations, dont Médecins du Monde, auprès du tribunal administratif de Lille, pour dénoncer les conditions de vie indignes de centaines de personnes à Grande-Synthe. En seconde instance le Conseil d'État a, le 21 juin 2019, enjoint à l'État de mettre en place un dispositif sanitaire et de maraudes mais a rejeté les demandes concernant l'hébergement d'urgence.

Les quelque 1000 migrants présents en continu à Calais et Grande-Synthe en sont réduits à vivre dans des conditions indignes, sans accès à l'eau ni à l'hygiène. Ces conditions de vie dégradantes conjuguées à une forte pression de la police, qui vise à empêcher tout point de fixation, sont causes de souffrances somatiques et psychiques pour les migrants. L'équipe de Médecins du Monde a mené sur les deux sites près de 140 sorties en clinique mobile médicalisée et réalisé 3187 consultations médicales et soins infirmiers. Plus de 430 personnes ont par ailleurs pu bénéficier des activités de soutien psychosocial au cours des 36 sorties organisées par l'équipe en 2019. ■

1. 36.512 dossiers de demande d'asile ont été acceptés en 2019, soit 28%.

# SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

**Médecins du Monde participe au pilotage de la feuille de route de la Stratégie nationale de santé sexuelle 2018-2030. Elle vise à améliorer la prise en charge en santé sexuelle et reproductive (SSR), en garantissant à chacun et chacune une vie sexuelle autonome, satisfaisante et sans danger, ainsi que le respect de ses droits en la matière. Elle a également pour but d'éliminer les épidémies d'infections sexuellement transmissibles en tant que problème majeur de santé publique. Nos équipes rencontrent des patients en situation de précarité, essentiellement des étrangers, venant, notamment, de régions à fortes prévalences du VIH, des hépatites B & C.**

## NOTRE ACTION

- Renforcer la prévention : équipement des programmes en matériel de prévention en SSR (flyers, préservatifs), entretiens individuels ou animations collectives.
- Améliorer l'accès au dépistage : information, orientation et dépistage du VIH, des IST, des hépatites B & C, en partenariat avec les institutions publiques et des laboratoires de ville. Des tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) pour le VIH, le VHC et la syphilis sont proposés.
- Faciliter l'accès aux soins : partenariats avec les structures de droit commun, accompagnement physique et psychologique des patients.
- Témoigner de la situation des personnes au regard de ces pathologies.

## CHIFFRES CLÉS

- Près de 150 professionnels formés aux thématiques de la SSR, au counseling ou à la réalisation de tests rapides d'orientation diagnostique.
- Plus de 4000 entretiens individuels et collectifs de prévention réalisés en 2019.

## ENJEUX

- Accompagner les structures de droit commun à aller vers et prendre en charge les personnes exclues des dispositifs de prévention.
- Développer l'accès au dépistage de manière adaptée. ■

# RÉDUCTION DES RISQUES

**La stratégie de réduction des risques (RdR) 2017-2021 s'appuie sur les principes fondamentaux de Médecins du Monde : soigner, témoigner, plaider, accompagner les communautés dans leur volonté de changement social. Elle prolonge le combat politique auprès de et avec les personnes usagères de drogues, les travailleurs et travailleuses du sexe et les minorités sexuelles et de genre. L'objectif général est d'améliorer la santé ainsi que l'accès aux droits des personnes et de faire tomber les barrières légales, normatives et sociales qui marginalisent ces populations et les écartent des services de santé.**

## USAGE DE DROGUES

Malgré l'inscription de la RdR dans la loi en 2004, Médecins du Monde continue de se heurter aux limites posées par le cadre légal (prohibition et pénalisation de l'usage). Cette répression freine considérablement l'impact des politiques de santé et renforce la stigmatisation des personnes qui consomment des drogues. MdM plaide pour des politiques des drogues centrées sur la promotion de la santé.

### NOTRE ACTION

Médecins du Monde poursuit le transfert du programme « XBT » d'appui à la diffusion de l'analyse de drogues comme outil de réduction des risques en collaboration avec plus de 50 partenaires.

### CHIFFRES CLÉS

Deux référentiels ont été produits pour capitaliser les savoir-faire acquis par MdM et ses partenaires. Plus de 1200 produits collectés et analysés en 2019.

### ENJEUX

Médecins du Monde continue de veiller à l'effectivité de l'accès aux dispositifs et outils de RdR. Dans ce cadre, l'association a rejoint la mobilisation inter-associative sur les difficultés d'accès à la Naloxone, traitement efficace contre les overdoses. Par ailleurs, la mobilisation lancée en 2018 à l'occasion du projet de loi Justice instaurant une amende forfaitaire pour le délit d'usages de stupéfiants se consolide à travers la création d'un Collectif pour une

nouvelle politique des drogues rassemblant plus d'une vingtaine d'associations. L'objectif est de centrer les efforts de plaidoyer sur le changement du cadre légal et la sortie de la prohibition des drogues.

## TRAVAIL DU SEXE

Médecins du Monde travaille avec d'autres associations pour que les politiques de santé prennent en compte les besoins spécifiques des travailleurs et travailleuses du sexe (TDS dans une approche de réduction des risques, et pour que les cadres législatifs et réglementaires protègent leur santé.

### NOTRE ACTION

L'association a pour objectif d'améliorer l'état de santé des personnes et de réduire les risques liés à la pratique. Elle vise à promouvoir l'accès à la santé et aux droits des TDS.

### CHIFFRES CLÉS

En 2019, plus de 120 bénévoles se sont investis dans trois programmes (Montpellier, Paris, Rouen), ont enregistré près de 14 000 contacts et accompagné près de 1 300 personnes.

### ENJEUX

Face à la précarisation des TDS et à l'augmentation des violences observées sur le terrain, l'association plaide pour :

- La garantie d'un accès effectif aux droits et à la santé et le maintien de dispositifs de réduction des risques ;
- L'amélioration des dispositifs d'accompagnement et de protection des victimes de violence ;
- L'implication des TDS dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de santé qui les concernent ;
- L'abrogation du parcours de sortie de prostitution tel que défini dans la loi du 13/04/2016 pour promouvoir de véritables dispositifs permettant aux personnes qui le souhaitent de trouver une autre activité génératrice de revenus ;
- L'abrogation de la pénalisation des clients et la décriminalisation du travail du sexe. ■



# ENFANCE VULNÉRABLE

**En France, un enfant sur 5, soit 3 millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté. Les mineurs représentent 20% des personnes sans domicile et 9000 environ vivent en bidonvilles<sup>1</sup>. Enfin, de nombreux mineurs non accompagnés (MNA) survivent dans des conditions de grande précarité.**

La question de l'enfance vulnérable est un sujet majeur sur les programmes de Médecins du Monde en France qui y sont confrontés au quotidien. Ainsi, 12 % des personnes reçues dans les CASO en 2019 sont mineures ; et plus d'un quart a moins de 5 ans. 1 313 mineurs non accompagnés ont été reçus dans le cadre des programmes dédiés et dans les CASO.

De même, une grande partie des personnes vivant en bidonville accompagnées par nos équipes sont des familles avec enfants et les équipes de Médecins du Monde sont amenées à rencontrer de plus en plus de familles, de femmes seules avec leurs enfants ou de mineurs non accompagnés parmi les personnes vivant à la rue ou en squat. Nos programmes s'attachent à fournir à ces enfants vulnérables une attention et un accompagnement pour faire valoir leur droit à une protection, des conditions de vie dignes et un accès aux soins.

## ENFANTS ET ADOLESCENTS NON ACCOMPAGNÉS

Parmi les personnes exilées dans le monde, la moitié sont des enfants. Parmi eux, certains sont seuls, sans parents. Comme les adultes, ils fuient les violences, les discriminations, la misère. Comme les adultes, ils se trouvent confrontés à des parcours migratoires dangereux et à des conditions d'accueil hostiles. En tant qu'enfants seuls, ils sont encore plus exposés aux risques de violences physiques, psychologiques et sexuelles, d'exploitation et d'emprise.

Ces mineurs non accompagnés doivent être protégés en tant qu'enfants en danger. Pourtant, ils font face au doute et à la suspicion, accusés de mentir sur leur âge pour

bénéficier des dispositifs de protection de l'enfance. Sur la base d'évaluations administratives sommaires, subjectives et inadaptées et alors même qu'ils ne bénéficient pas de mesures de protection minimales, ils se trouvent exclus de toute prise en charge. En attendant une décision judiciaire sur leur situation, qui, pour plus de la moitié d'entre eux, reconnaîtra leur statut de mineurs à protéger, ils vivent à la rue, sans accompagnement autre que celui des associations et collectifs citoyens.

Médecins du Monde s'engage depuis plusieurs années auprès des MNA exclus de la protection de l'enfance, par le biais de programmes dédiés mais également dans le cadre de nos actions de soins et prévention. Nos équipes les accompagnent pour leur offrir une écoute bienveillante, un accès aux soins et une aide à la reconnaissance de leurs droits.

Par ailleurs, Médecins du Monde plaide pour la reconnaissance de leur statut d'enfants en danger avant tout et demande que soient prises toutes les mesures nécessaires pour les protéger et leur permettre d'accéder à la santé, à l'éducation et leur assurer un avenir. ■

<sup>1</sup>. UNICEF, 2018.

# OUTRE-MER



**2019 aura été une nouvelle année compliquée pour les trois territoires d'outre-mer dans lesquels Médecins du Monde intervient.**

## LA RÉUNION

À La Réunion, fin 2018 et début 2019, plusieurs bateaux en provenance du Sri Lanka sont arrivés avec des centaines de migrants à bord. L'équipe réunionnaise s'est fortement mobilisée pour mener des consultations médicales dès le débarquement et pour permettre aux personnes d'accéder aux droits et aux soins. Un plaidoyer auprès des autorités a été porté pour une prise en charge des personnes, qui ont été accueillies dans des hébergements d'urgence. Médecins du Monde a également mis en place des activités de soutien psychosocial.

## MAYOTTE

La situation continue d'être extrêmement compliquée à Mayotte, avec une répression policière sans précédent. Au total, sur 2019, il y a eu 27 421 reconduites à la frontière, dont 99 % vers les Comores. Cela représente une augmentation de 83 % par rapport à 2018. Le nombre de reconduite à la frontière représente par ailleurs l'équivalent d'environ 10 % de la population de Mayotte. Les contrôles d'identité ont lieu partout et tout le temps sur l'île, même aux abords de centres de soins. Dans ces conditions, les personnes hésitent de plus en plus à se rendre dans les dispensaires ou à l'hôpital par peur de se faire arrêter, renonçant fréquemment aux soins. L'équipe Médecins du Monde de Mayotte a poursuivi ses activités d'aller-vers dans un quartier d'habitat spontané de Kaweni, qui compte au total quelque 15 000 habitants vivant en bidonvilles dans des conditions indignes, avec un accès aux droits et aux soins très limité. En cause aussi des ressources humaines et infrastructures médicales insuffisantes et un régime dérogatoire : il n'y a ni AME ni PASS à Mayotte.

## GUYANE

L'année 2019 démarré dans un contexte relativement stable en Guyane, par rapport aux événements de 2017 et le blocage de Cayenne pendant plusieurs semaines. Médecins du Monde a ainsi pu commencer à planifier un nouveau projet de PASS de ville, en lien avec l'ARS, la Caisse générale de sécurité sociale (CGSS) et des professionnels de santé

de proximité, à destination des personnes vivant dans les bidonvilles de l'île de Cayenne. Mais l'arrivée d'un nouveau préfet a compliqué la situation, puisqu'un plan d'expulsion d'un quartier bidonville par mois a été mis en œuvre en fin d'année, sans solution pérenne de relogement pour des centaines de personnes, officiellement « pour lutter contre l'immigration irrégulière ». L'équipe s'est fortement mobilisée avec d'autres associations intervenant dans les quartiers ou auprès des populations précaires afin d'aider les personnes expulsées et dénoncer cette politique qui précarise encore davantage ces populations déjà vulnérables.

En 2019 une enquête sur l'accès aux droits et aux soins des populations précaires en outre-mer a été initiée à Mayotte et en Guyane, elle se poursuivra ensuite à La Réunion. ■



# DÉLÉGATIONS RÉGIONALES



## ÉLECTION DES COLLÈGES RÉGIONAUX

Comme tous les trois ans, les délégations régionales ont été invitées à renouveler leurs collèges régionaux. Composé de trois membres a minima et de sept membres maximum, dont un bureau avec un délégué régional, un secrétaire régional et un trésorier régional, le collège est élu par vote à bulletins secrets par les adhérents de la délégation lors de l'assemblée régionale. Cette élection est soumise pour approbation au conseil d'administration de l'association.

Le collège et son ou sa délégué(e) sont garants de la déclinaison en région des orientations politiques de Médecins du Monde. Plus précisément, ils approuvent par exemple l'élaboration d'un projet ou d'une stratégie en évaluant le niveau d'engagement et les possibilités de portage politique de la délégation, en vérifiant l'adéquation de la proposition avec la stratégie régionale ou encore en validant les budgets de la délégation. Charge au collège, une fois élu, de définir ses mécanismes de prise de décisions sur son périmètre de responsabilités, notamment en cas d'urgences.

Pour accompagner ce temps fort de la vie associative, les secrétaires généraux et le pôle de la vie associative ont appuyé la mobilisation des candidats en amont et la tenue des élections. Plus précisément, une campagne de communication, via la diffusion de vidéos de témoignages et d'articles de valorisation de ces mandats, a été relayée, des formations sur la tenue des élections ont été organisées et des membres du conseil d'administration et du pôle de la vie associative se sont déplacés à la demande.

73 adhérents, plus de 65 % d'entre eux pour la première fois, ont été élus pour assurer ces mandats de cadres bénévoles au cours des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> semestres 2019.

## SÉMINAIRE BIENVENUE AU COLLÈGE RÉGIONAL

Créé à la demande des délégations régionales afin de mieux outiller les membres des collèges pour exercer leurs fonctions, le Séminaire Bienvenue au collège (BAC) a permis de former 51 bénévoles en 2019 soit plus des deux tiers des élus régionaux.

Cinq sessions ont été réalisées entre avril et septembre à Bordeaux, Lyon, St-Pierre (La Réunion) et Paris dans l'objectif :

- d'expliquer et partager les valeurs et les orientations stratégiques de Médecins du Monde ;
- d'apporter des outils pour mieux se repérer dans l'organisation générale de l'association ;
- d'échanger sur l'organisation d'une délégation régionale ;
- de mieux connaître les rôles et responsabilités d'un collège et de ses membres.

95 % des participants ont été satisfaits de leur participation au séminaire (dont 66 % très satisfaits) et plus de 80 % ont évalué que les objectifs du séminaire avaient été atteints. Le pôle de la vie associative a coordonné la création et la mise en œuvre de ce projet de renforcement des connaissances de la vie associative avec l'appui des secrétaires généraux, des délégations régionales, d'anciens membres de collèges et des services formation et le service Horizon 2025. Ils ont été animés par les secrétaires généraux et des membres de collège. ■



# ANNUAIRE DES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES

## ALSACE

**24, rue du Maréchal-Foch, 67000 STRASBOURG**

T : 03 88 14 01 00

alsace@medecinsdumonde.net

## AQUITAINE

**2, rue Charlevoix-de-Villers, 33300 BORDEAUX**

T : 05 56 79 13 82

aquitaine@medecinsdumonde.net

## CORSE

**6, boulevard Danielle-Casanova, 20000 AJACCIO**

T : 04 95 51 14 11

caso.ajaccio@medecinsdumonde.net

## GUYANE

**32, rue Vermont Polycarpe, 97300 CAYENNE**

T : 05 94 28 36 77

mf.cayenne@medecinsdumonde.net

## HAUTS-DE-FRANCE

**129, boulevard Montebello, 59000 LILLE**

T : 09 83 85 73 98

hauts-de-france@medecinsdumonde.net

## ÎLE-DE-FRANCE

**15b, boulevard de Picpus, 75012 PARIS**

T : 01 43 14 81 99

ile-de-france@medecinsdumonde.net

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

**18, rue Henri Dunant, 34090 MONTPELLIER**

T : 04 99 23 27 17

languedoc-roussillon@medecinsdumonde.net

## LORRAINE

**13 B, rue de la Ravinelle, 54000 NANCY**

T : 03 83 27 87 84

lorraine@medecinsdumonde.net

## MIDI-PYRÉNÉES

**5, boulevard de Bonrepos, 31000 TOULOUSE**

T : 05 61 63 78 78

midi-pyrenees@medecinsdumonde.net

## NORMANDIE

**5, rue d'Elbeuf, 76100 ROUEN**

T : 02 35 72 56 66

normandie@medecinsdumonde.net

## OCÉAN INDIEN

**22, rue St Louis, 97460 SAINT-PAUL**

T : 02 62 21 71 66

ocean-indien@medecinsdumonde.net

## PACA

**4, avenue Rostand, 13003 MARSEILLE**

T : 04 95 04 59 62

mdmpaca@medecinsdumonde.net

## PAYS DE LA LOIRE

**33, rue Fouré, 44000 NANTES**

T : 02 40 47 36 99

pays-de-la-loire@medecinsdumonde.net

## POITOU-CHARENTES

**169, rue Saint Roch, 16000 ANGOULÊME**

T : 09 51 13 57 16

poitou-charentes@medecinsdumonde.net

## RHÔNE-ALPES / AUVERGNE

**11/15, boulevard Vivier Merle, 69001 LYON**

T : 04 72 92 49 01

rhone-alpes@medecinsdumonde.net

# L'ADOPTION

**Conformément aux décisions du conseil d'administration de Médecins du Monde, le service adoption a fermé le 31 décembre 2019.**

La période transitionnelle, qui a duré plusieurs années, a permis une fermeture dans les meilleures conditions possibles pour les familles qui avaient fait confiance à l'organisme autorisé pour l'adoption (OAA) Médecins du Monde.

Toutes les familles accompagnées dans leur démarche par Médecins du Monde ont pu continuer leur projet familial grâce à la grande implication de toute l'équipe qui a su organiser le transfert de tous les dossiers à d'autres acteurs de l'adoption.

Le suivi de la mission adoption et de certaines de familles ayant déjà adopté n'est pas entièrement clôturé. Le lien avec certaines familles, nos partenaires et les autorités administratives perdurent et l'activité adoption reste en conséquence maintenue.

**Au total, 4244 enfants adoptés par 3666 familles.**

## LES ACTIONS 2019

- Un dernier enfant est arrivé d'Haïti en France pour une adoption.
- 112 suivis d'enfants ont été réalisés par les équipes des antennes régionales et celles du siège de Médecins du Monde.

Une journée a été organisée le 21 novembre 2019, au lendemain de la Journée internationale des droits de l'enfant, afin de se souvenir des premières années

de la mission adoption, reconnaître trois décennies d'adoption internationale et remercier les familles pour leur confiance, ainsi que les équipes pour leur engagement.

## L'EXPERTISE

L'action menée par Médecins du Monde dans le champ de l'adoption internationale, en particulier pour les enfants à besoins spécifiques, restera reconnue par tous les acteurs de l'adoption pour son éthique, son accompagnement des familles, son professionnalisme et son expertise. ■

**Responsable de la mission :** Zohra Clet

**Directeur général :** Joël Weiler

**Membres du Comité d'adoption représentant le conseil d'administration :** Dr Philippe de Botton (Médecin Endocrinologue), Alexandre Kamarotos (Directeur de l'association Défense des Enfants International).

**Effectif :** 3 salariées et 78 bénévoles ont encore travaillé pour la mission adoption en 2019, réparties entre le siège et les antennes régionales.



# LE RÉSEAU INTERNATIONAL

**En 2019, les 16<sup>1</sup> associations qui composent le réseau international de Médecins du Monde ont poursuivi la mise en œuvre de programmes communs et continué de structurer la répartition de leurs opérations.**

## LA RÉPONSE COORDONNÉE DE CINQ ASSOCIATIONS EN SYRIE

Depuis 2012, Médecins du Monde développe des programmes de soins de santé primaire en Syrie. Le pays, qui entre en 2020 dans sa 10<sup>e</sup> année de conflit, compte aujourd'hui près de 6,2 millions de personnes déplacées et 11,7 millions de personnes qui ont besoin d'assistance humanitaire.

Dès 2017, le réseau international de Médecins du Monde a commencé à développer en Syrie une véritable approche régionale, avec la présence de Médecins du Monde Espagne dans le nord-est du pays (El Hassakeh) et le transfert en 2019 à Médecins du Monde Turquie – nouveau membre du réseau international – des projets menés dans le nord-ouest (Idlib et Afrin) par Médecins du Monde France, qui conserve par ailleurs le développement des activités dans le sud du pays (Dara'a). Ces multiples activités bénéficient du support financier de Médecins du Monde Allemagne et de Médecins du Monde Canada.



Le réseau international améliore aujourd'hui l'accès aux soins de santé – santé primaire, santé sexuelle et reproductive, santé mentale et soutien psychosocial, référencement – des populations déplacées et des communautés hôtes de Syrie, que ce soit par la mise en œuvre directe des activités ou par l'appui aux partenaires locaux. Parallèlement, un travail de plaidoyer est mené pour dénoncer les nombreuses attaques visant les structures sanitaires et les populations, et pour rappeler la grave crise humanitaire qui sévit dans la région.

## LES PROJETS EUROPÉENS DU RÉSEAU

En 2019, Médecins du Monde France a collaboré avec Médecins du Monde Grèce et Médecins du Monde Belgique autour de projets multi-pays en Europe. Le projet 4-Women, financé par la Fondation CHANEL, vise à renforcer les réponses aux besoins spécifiques des femmes migrantes et réfugiées en France (Saint-Denis et Bordeaux), en Italie, en

1. Allemagne, Argentine, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie.



Croatie et en Grèce, avec une attention particulière à la santé sexuelle et reproductive, à la santé mentale et aux violences liées au genre.

Le projet WE-ACT, financé par la DG Justice de l'Union européenne et coordonné par Médecins du Monde Belgique, s'est attaché pendant 18 mois à renforcer notre réponse en termes de prévention, d'identification et de prise en charge des violences liées au genre, en France (dans le cadre du projet Jasmine), en Italie, en Bulgarie en Croatie et en Belgique.

Ces deux projets complémentaires ont permis de renforcer nos interventions dans chaque pays, mais également de renforcer le partage de bonnes pratiques et l'apprentissage mutuel entre les différentes équipes du réseau.

## LA CRISE HUMANITAIRE VÉNÉZUÉLIENNE

Le Venezuela fait face à la pire crise politique, socio-économique et des droits de l'homme de son histoire. Environ sept millions de

personnes à l'intérieur du pays ont besoin d'aide humanitaire, tandis que plus de 4,7 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays, dont au moins 1,6 millions se sont installés en Colombie et 385 000 en Équateur.

Face à cette situation et dans le cadre d'une approche régionale, Médecins du Monde France et Espagne agissent ensemble pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables. Leurs actions se concentrent sur l'amélioration de l'accès à la santé des enfants, des adolescents et des femmes touchés par cette crise, tant au Venezuela qu'en Équateur et en Colombie.

Dans ces trois pays, Médecins du Monde facilite l'accès aux soins de santé primaire, à la santé sexuelle et reproductive et aux services de santé mentale en proposant des consultations de médecine générale et en fournissant du matériel médical. Des activités d'éducation à la santé sont également menées et des consultations sont organisées pour identifier et fournir une assistance médicale aux survivantes de violences liées au genre.

## PASSATION DU PROGRAMME AU SRI LANKA

De 2015 à 2018, Médecins du Monde France a mené un projet de santé sexuelle et reproductive dans les provinces du Nord et du Centre du Sri Lanka, en partenariat avec des organisations locales. Lorsque Médecins du Monde France a décidé d'interrompre le projet en 2018 et de se retirer progressivement du pays, Médecins du Monde Japon a manifesté son intérêt pour reprendre le projet dans la province centrale. Les deux parties ont élaboré conjointement un plan de transition entre septembre et décembre 2018, en étroite collaboration avec la Human Development Organisation, partenaire locale dans la province centrale.

Médecins du Monde France et Médecins du Monde Japon se sont mis d'accord sur la nouvelle phase de planification opérationnelle, 2019 étant une année de transition entre les deux associations. L'essentiel du projet étant financé sur des fonds propres, le cofinancement et les effectifs ont basculé progressivement de Médecins du Monde France vers Médecins du Monde Japon au cours des cinq premiers mois de 2019.

En mai 2019, le coordinateur général de Médecins du Monde France a finalisé la transition et remis au coordinateur général de Médecins du Monde Japon l'ensemble de la mission et du projet. À partir de juin 2019, Médecins du Monde Japon a repris le projet à son compte et le transfert s'est finalement bien déroulé. Médecins du Monde Japon soutient, depuis, la mise en œuvre du projet avec succès. ■

## CHIFFRES CLÉS

Au total, le réseau international de Médecins du Monde a mené **326** programmes dans **74** pays.

### 173 programmes internationaux dans 58 pays :

— Afrique	91 programmes dans 28 pays
— Amériques	32 programmes dans 9 pays
— Asie	18 programmes dans 9 pays
— Moyen-Orient	21 programmes dans 5 pays
— Europe	11 programmes dans 7 pays

### 153 programmes nationaux dans les 16 pays du réseau :

— Amériques	15 programmes dans 3 pays
— Europe	136 programmes dans 12 pays
— Asie	2 programmes dans 1 pays

# LES ASSOCIATIONS



## MÉDECINS DU MONDE ALLEMAGNE

[www.aerztederwelt.org](http://www.aerztederwelt.org)

Président : **Pr Heinz-Jochen Zenker**

## MÉDECINS DU MONDE ARGENTINE

[www.mdm.org.ar](http://www.mdm.org.ar)

Présidente : **Mme Jimena Marro**

## MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE

[www.medecinsdumonde.be](http://www.medecinsdumonde.be)

Président : **Dr Ri De Ridder**

## MÉDECINS DU MONDE CANADA

[www.medecinsdumonde.ca](http://www.medecinsdumonde.ca)

Président : **Dr Nicolas Bergeron**

## MÉDECINS DU MONDE ESPAGNE

[www.medicosdelmundo.org](http://www.medicosdelmundo.org)

Président : **Dr José Félix Hoyo Jiménez**

## MÉDECINS DU MONDE ÉTATS-UNIS

[www.doctorsoftheworld.org](http://www.doctorsoftheworld.org)

Président : **Pr Ron Waldman**

## MÉDECINS DU MONDE FRANCE

[www.medecinsdumonde.org](http://www.medecinsdumonde.org)

Président : **Dr Philippe de Botton**

## MÉDECINS DU MONDE GRÈCE

[www.mdmgreece.gr](http://www.mdmgreece.gr)

Présidente : **Dr Tziouvra Charikleia**

## MÉDECINS DU MONDE JAPON

[www.mdm.or.jp](http://www.mdm.or.jp)

Président : **M. Gaël Austin**

## MÉDECINS DU MONDE LUXEMBOURG

[www.medecinsdumonde.lu](http://www.medecinsdumonde.lu)

Président : **Dr Jean Bottu**

## MÉDECINS DU MONDE PAYS-BAS

[www.doktersvandewereld.org](http://www.doktersvandewereld.org)

Président : **Dr Anthony Teunissen**

## MÉDECINS DU MONDE PORTUGAL

[www.medicosdomundo.pt](http://www.medicosdomundo.pt)

Président : **Dr Fernando Vasco**

## MÉDECINS DU MONDE ROYAUME-UNI

[www.doctorsoftheworld.org.uk](http://www.doctorsoftheworld.org.uk)

Président : **M. Tim Dudderidge**

## MÉDECINS DU MONDE SUÈDE

[www.lakareivarlden.org](http://www.lakareivarlden.org)

Président : **Dr Thomas Aven**

## MÉDECINS DU MONDE SUISSE

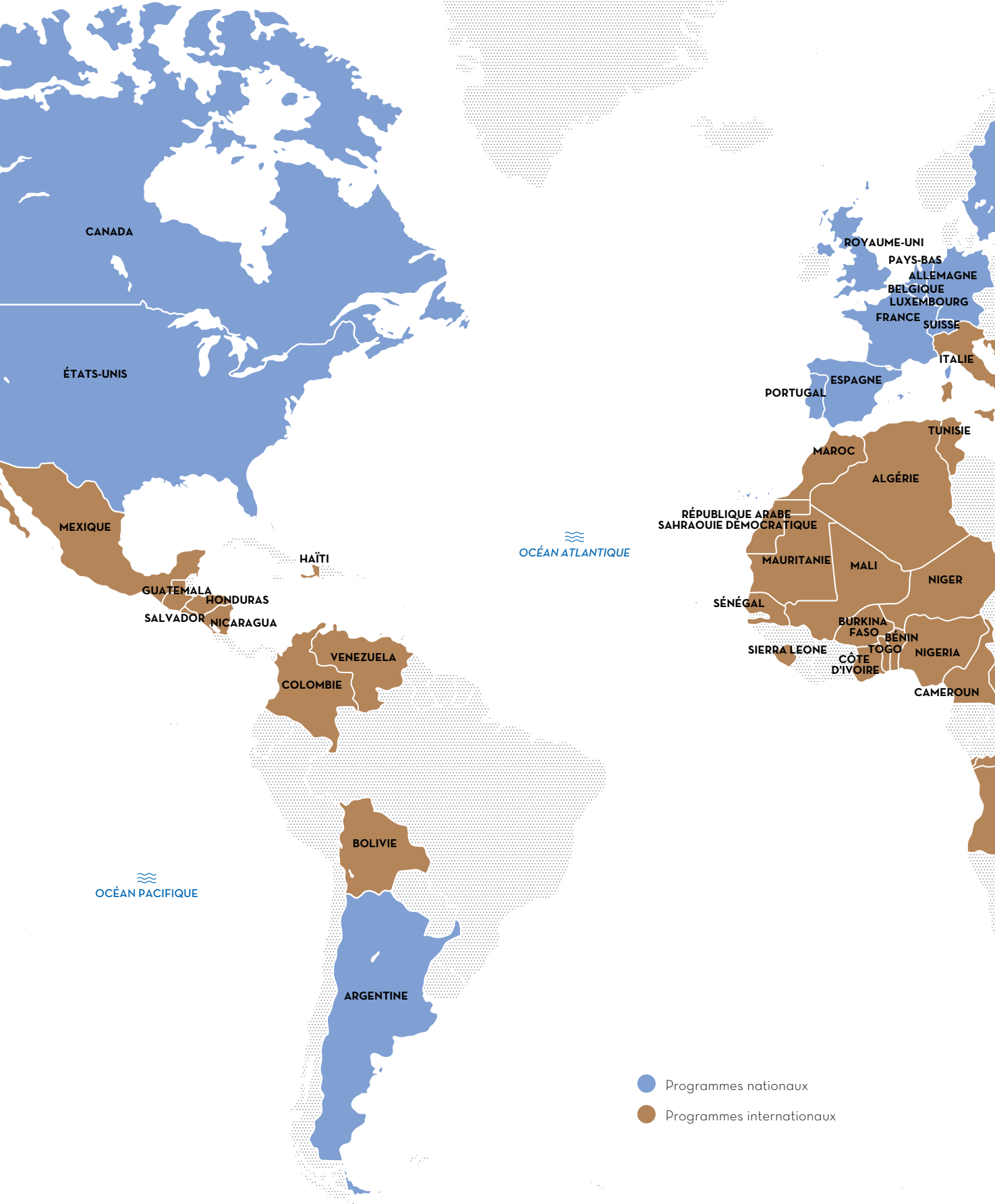
[www.medecinsdumonde.ch](http://www.medecinsdumonde.ch)

Président : **Dr Dominik Schmid**

## MÉDECINS DU MONDE TURQUIE

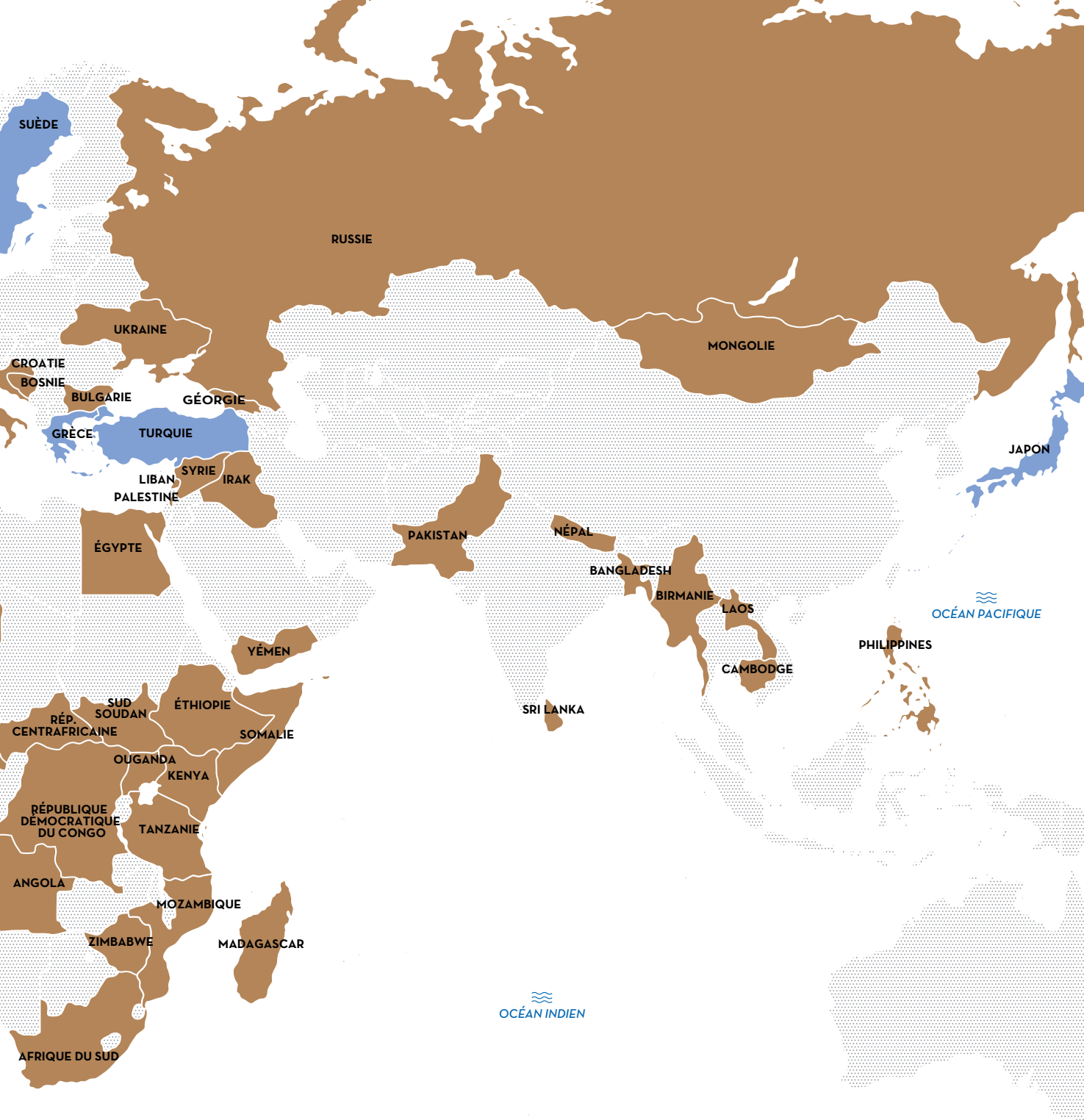
[www.dunyadoktorlari.org.tr](http://www.dunyadoktorlari.org.tr)

Président : **M. Hakan Bilgin**



- Programmes nationaux
- Programmes internationaux





# FINANCEMENT

**Médecins du Monde s'engage sur des principes de gestion financière.**

## RIGUEUR DE GESTION ET TRANSPARENCE FINANCIÈRE

MdM est agréé par le Comité de la charte - Don en Confiance et s'attache tout particulièrement à respecter les principes de ce comité, dont la rigueur de gestion et la transparence financière.

## CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERNES

MdM est soumis au contrôle de la Cour des comptes et les comptes de l'association sont certifiés par le commissaire aux comptes (cabinet Deloitte).

Des audits approfondis sont menés par les bailleurs de fonds publics français (notamment l'Agence française de développement), européens (DG Echo - agence humanitaire de la Commission européenne, par exemple) ou internationaux (comme les Nations unies).

## LE COMITÉ DES DONATEURS

MdM s'appuie sur un comité des donateurs indépendant qui analyse et interroge régulièrement le travail de l'association.

## LE COMITÉ D'AUDIT

Afin d'améliorer l'efficacité de l'organisation, un comité d'audit et un service d'audit interne ont été créés en 2019. Le comité réunit des membres du conseil d'administration et deux personnalités qualifiées extérieures, parmi lesquelles le président. Il facilite la prise de décision du conseil d'administration et a pour mission de donner son avis sur la qualité de l'information financière de l'association, la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne.

## LE PÉRIMÈTRE FINANCIER

Le périmètre financier de MdM France comprend également les flux financiers avec certaines associations du réseau international de Médecins du Monde : MdM-Allemagne, MdM-Belgique, MdM-Canada, MdM-Espagne, MdM-États-Unis, MdM-Japon, MdM-Pays-Bas, MdM-Royaume-Uni, MdM-Suède et MdM-Turquie...

Le rapport financier détaillé de l'association est accessible sur le site internet : [medecinsdumonde.org](https://medecinsdumonde.org)

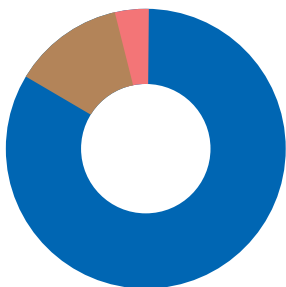




## DÉPENSES/RESSOURCES MDM-FRANCE

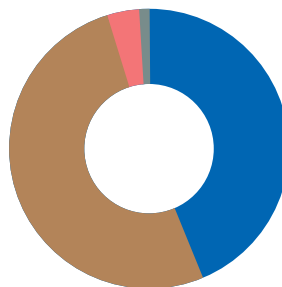
### Dépenses\*

- 83,5 % missions sociales
- 12,7 % recherche de fonds
- 3,8 % fonctionnement



### Ressources\*

- 43,6 % générosité du public
- 51,5 % subventions publiques
- 3,6 % subventions privées et mécénat
- 1,3 % autres



\* Hors variations de provisions et fonds dédiés

# RELATIONS INSTITUTIONNELLES INTERNATIONALES

**Les liens avec les institutions internationales sont indispensables pour les ONG actives dans le domaine humanitaire. Ces institutions sont à la fois des bailleurs importants et des instances politiques de premier plan. Médecins du Monde développe des partenariats avec certaines institutions lui permettant d'influencer les politiques internationales. L'association participe par ailleurs à différents collectifs d'ONG facilitant l'accès aux instances de décision internationales afin de développer un plaidoyer au nom de ces ONG.**

## L'UNION EUROPÉENNE

Parmi les différents organes de l'Union européenne, les deux principales institutions de solidarité de la Commission européenne sont l'Office d'aide humanitaire (DG ECHO) et le programme d'aide au développement et à la coopération (DG DEVCO), dont les financements sont assurés par les instruments d'EuropeAid. Depuis 2015, via son réseau européen, Médecins du Monde est également financé par la DG Santé et son Agence exécutive pour les consommateurs, la santé et l'alimentation, pour ses projets d'aide aux migrants. En 2018, Médecins du Monde, en lien également avec son réseau européen, a obtenu un financement de la DG Justice pour ses projets d'aide aux migrants en Europe. Enfin, en 2017 et 2018, Médecins du Monde a été sous-récepteur du Fonds fiduciaire d'urgence (Trust Funds) de l'Union européenne.

- Le mandat de la DG ECHO consiste à porter assistance et secours d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles ou de conflits en dehors de l'UE. La DG ECHO intervient à travers près de 200 partenaires (ONG européennes, réseau Croix-Rouge, agences spécialisées des Nations unies). Environ un tiers du budget consacré au financement de projets humanitaires est attribué aux ONG.
- La mission de la DG DEVCO via EuropeAid est de mettre en œuvre les instruments d'aide extérieure de la Commission européenne, un des principaux contributeurs en matière d'aide publique au développement.
- Depuis plusieurs années, MdM est une ONG majeure du collectif VOICE (Voluntary Organisations in

Cooperation in Emergencies), basé à Bruxelles, interface entre les ONG européennes humanitaires et les institutions de l'UE (Commission européenne/ DG ECHO, Parlement européen, États membres). VOICE regroupe plus de 80 ONG européennes dont les plus importantes en taille et en influence. MdM France, au nom du réseau MdM, est actif dans différents groupes de travail de VOICE (« FPA Watch Group », « suivi du Grand Bargain », etc.).

- MdM intervient auprès de la DG DevCo par l'intermédiaire de CONCORD (Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement) via le collectif français des ONG Coordination SUD, qui assure un lobbying auprès des institutions de l'Union et participe à l'élaboration de positions communes sur la politique de développement européenne et les grands enjeux des relations Nord-Sud.
- Le Conseil de l'Europe (COE) regroupe 46 États européens. Le réseau international de MdM bénéficie du statut consultatif auprès du COE et fait partie d'OING Service, une plateforme de liaison et d'animation des ONG ayant ce statut.

## LES NATIONS UNIES

- Le Conseil économique et social (Ecosoc) est l'organe principal de coordination des activités économiques et sociales de l'ONU et de ses organismes et institutions spécialisés. Le réseau international de MdM dispose du statut consultatif de rang 1 lui permettant de mener des actions de lobbying, notamment auprès de la Commission des droits de l'homme. Il a le statut d'observateur dans cet organe subsidiaire de l'Ecosoc.
- Le réseau international de MdM assure une représentation au sein du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).
- Depuis début 2018, MdM a été admise en tant que partenaire officiel de l'OMS et nous sommes

membres actifs du groupe de référence de la société civile travaillant sur les recommandations de l'OMS concernant les hépatites virales.

MdM est membre du Conseil international des agences bénévoles (ICVA), réseau d'ONG qui concentre ses efforts sur les questions humanitaires, basé à Genève. ICVA regroupe plus de 100 ONG internationales. Ce réseau a pour mission de promouvoir et de plaider pour une action humanitaire plus efficace et plus éthique. Il intervient auprès des instances onusiennes, en abordant différents dossiers thématiques tels que l'articulation entre humanitaires et militaires ou la protection des civils dans les conflits armés, ainsi que l'augmentation des fonds alloués aux ONG, internationales et nationales.

## LE FONDS MONDIAL

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est une institution financière internationale multilatérale créée en 2002 qui alloue des subventions pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le Fonds mondial collecte et investit près de quatre milliards de dollars US par an. Depuis 2002, le Fonds mondial a fourni un traitement antisida à 8,6 millions de personnes, un traitement antituberculeux à 15 millions de personnes et 600 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide destinées à la prévention du paludisme dans 150 pays pour soutenir des programmes de prévention, de traitement et de soins à grande échelle de ces trois maladies. À noter que MdM bénéficie également de subventions de l'Initiative 5 % (géré par Expertise France), soutien supplémentaire de la France au Fonds mondial.

## L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Institution financière, l'Agence française de développement (AFD) fait partie du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays pauvres. Sa mission est de participer financièrement à des projets de développement. Depuis 2009, l'AFD a le mandat de financer les ONG françaises par le biais de la Division du partenariat avec les ONG (DPO), qui pilote le partenariat avec les ONG et assure le suivi des initiatives portées par celles-ci. En tant que membre de Coordination SUD, MdM participe aux différentes discussions entre les ONG françaises et l'AFD, tant sur la stratégie de l'AFD que sur ses modalités de financement.

Par ailleurs, MdM a été partenaire de l'AFD sur deux projets de santé sexuelle et reproductive (« fonds Muskoka » de la France), en Haïti et à Madagascar dans le cadre de deux consortiums d'ONG dont MdM est chef de file. En 2019, un consortium dont MdM était chef de file a été choisi pour un appel d'offre AFD au Liban, dans le cadre de l'initiative MINKA.

## LE CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN

Le Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères et du Développement international gère les crédits publics français destinés aux actions humanitaires d'urgence (Fonds humanitaire d'urgence : FUH, Fonds de stabilisation). En dehors des financements, MdM est en lien stratégique et institutionnel avec le CDCS au travers de la commission humanitaire de Coordination SUD.

## COOPÉRATIONS BILATÉRALES

En dehors des fonds publics français, Médecins du Monde bénéficie du soutien de coopérations bilatérales. Grâce à la participation active de son réseau, MdM est un partenaire de DFID (via MdM Grande Bretagne depuis Londres), du ministère des Affaires Étrangères allemand et le ministère de la Coopération-BMZ (via MdM Allemagne depuis Munich), de la DGD (via MdM Belgique depuis Bruxelles), des Affaires Mondiale Canada (via MdM Canada depuis Montréal) et de USAID/ OFDA (via MdM États-Unis depuis New York). Par ailleurs, MdM est régulièrement soutenu par la DDC (Direction Développement et de la Coopération) suisse ainsi que par le gouvernement des Pays-Bas en Algérie et de Monaco à Madagascar. ■

## LA CONVENTION DE PARTENARIAT PLURIANNUEL ENTRE L'AFD ET MÉDECINS DU MONDE

L'Agence française de développement (AFD) a soutenu MdM depuis 2010 à travers un outil de financement appelé « Convention Programme » / CP, centrés sur les thématiques prioritaires que sont la santé sexuelle et reproductive, déclinée en « Grossesses non désirées » en 2017, et réduction des risques, déclinée en « accès aux traitements de l'hépatite C » en 2016. Depuis 2018, MdM a signé avec la DPO/ Division du partenariat avec les ONG, une Convention de Partenariat Pluriannuel, nouvel instrument de 4 ans (2018-2021), qui a été proposé initialement à quatre ONG françaises. Cette CPP permet de cofinancer une dizaine de projets dans une première phase de deux ans, tout en développant des activités transversales pour développer les connaissances, le plaidoyer et la notoriété sur les thématiques sélectionnées.

Ce projet a pour but d'améliorer l'accès à la santé et aux droits des populations clés ainsi que la prévention du cancer du col de l'utérus en alliant réponse de santé publique et approche communautaire fondée sur les droits humains. Pour cela, l'enjeu est d'une part d'améliorer la santé des consommateurs de drogues par la diffusion de programmes modèles et de promouvoir leur mise à l'échelle, de renforcer l'accès aux droits et aux soins des travailleurs du sexe et d'autre part de réduire de la morbidité et de la mortalité dues au cancer du col de l'utérus. À travers cela, MdM entend renforcer les systèmes de soins et leurs accès dans les zones d'intervention du programme ainsi que le renforcement des capacités d'agir des titulaires de droits.

# ORGANISATION

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale élit pour trois ans les membres du conseil d'administration (CA), au nombre de douze, auxquels s'ajoutent trois suppléants. Le CA élit en son sein, pour un an, le président et le bureau de l'association : les vice-présidents, le trésorier adjoint, le secrétaire général et le secrétaire général adjoint. Le CA, organe exécutif de l'association, se réunit mensuellement et prend toutes les décisions d'orientation de l'association.

À l'issue de l'assemblée générale du 18 mai 2019, l'association a élu son conseil d'administration :

### Président

Docteur Philippe de Botton, médecin endocrinologue et diabétologue

### Vice-présidents

Catherine Giboin, consultante en Santé publique  
Fyras Mawazini, responsable de programmes d'aide au développement et d'appui aux sociétés civiles

### Secrétaire général

Bernard Juan, entrepreneur

### Secrétaire général adjoint

Docteur Patrick Bouffard, médecin - cardiologue en centre de santé

### Trésorière

Docteur Florence Rigal, médecin interniste - praticien hospitalier

### Trésorière adjointe

Sophie Alary, directrice de programmes - Association Aurore

### Sont membres du conseil d'administration :

Alexandre Kamarotos, directeur de l'association Défense des Enfants International  
Thierry Malvezin, éducateur spécialisé  
Robert Bianco-Levrin, acteur social  
Docteur Carine Rolland, médecin généraliste  
Guillaume Pegon, sociologue, anthropologue et psychologue clinicien

### Sont membres suppléants au conseil d'administration :

Géraldine Brun, consultante internationale en santé publique et évaluation  
Mehdi Lahmar, directeur de projets en biologie de la santé  
Professeur Antoine Lazarus, médecin - professeur honoraire en Santé publique et médecine sociale





## DIRECTION DE MÉDECINS DU MONDE

**Directeur général :** Joël Weiler

**Directrice des opérations internationales :** Marina Benedik

**Directeur des opérations France :** Yannick Le Bihan

**Directrice financière et des systèmes d'information :** Catherine Desessard

**Directrice des ressources humaines :** Fanny Martin-Born

**Directeur de la communication et du développement :** Jean-Baptiste Matray

**Directrice santé et plaidoyer :** Sandrine Simon

# NOUS REMERCIONS

## NOS PARTENAIRES PRIVÉS

### LES FONDATIONS ET ENTREPRISES

1000mercis, Fonds de dotation Agnès B., Fondation CHANEL, Air France, American Express Japon, Arkea, Association Ouest-France Solidarité, Fonds Aubrac géré par la Fondation Roi Baudouin, The Big Lottery Fund, CIC, Caisse Régionale du Crédit Agricole de la Réunion, Fondation Crédit Agricole, Fondation Crédit Agricole Nord, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel, Elton John AIDS Foundation, Fondation groupe EDF, Fondation de France, Fonds Inkermann, Fondation Seligmann, Fondation du Grand Orient de France, Ivoire-Voeux solidaires.com, Lilo, Fondation Macif, Fondation d'entreprise Michelin, Fondation d'entreprise Groupe Optic 2000, Fondation d'entreprise L'Oréal, Fondation Sternstunden, Fondation d'entreprise Veolia Environnement, The Tolkien Trust, the ELMA relief foundation, Open Society Foundation, the David and Lucile Packard Foundation, Queen Mary University of London, La chaîne de l'espoir, Penny Appeal, Fondation JM.Bruneau, Rotary Club de Longwy, Eglise Valdese, American Jewish World Service, Citizen (Fondation UP), Fondation d'entreprise NEHS, Singulart, Caisse d'Épargne du Rhône-Alpes, Barchën, Fondation Caisse d'Épargne Rhône-Alpes.

## NOS PARTENAIRES PUBLICS

### ORGANISMES MULTILATÉRAUX

Union européenne (DG Echo, DG DevCO/EuropeAid, DG Santé, DG Justice), agences des Nations unies (PNUD, FNUAP, HCR, UNICEF, OCHA, PAM, OMS), Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Banque mondiale, Advanced Family Planning, Amplify Change Fund, START Fund.

### ORGANISMES BILATÉRAUX

— **En Europe :** ministère des Affaires étrangères allemand (GFFO), ministère du Développement allemand (BMZ), Coopération britannique (DFID et Ambassade de Grande-Bretagne), Coopération monégasque (DCI), Coopération suisse (SDC), Coopération belge (DGD), Coopération suédoise (SIDA), Coopération Néerlandaise.

— **En France :** Agence française de développement (AFD), Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères (CDCS), Ambassades de France, Expertise France/ Initiative 5%

— **Autres :** Coopération américaine (USAID, OFDA), Coopération canadienne (GAC).

— **Collectivités françaises :** conseil régional Île-de-France, région Rhône-Alpes, Safer de l'Île-de-France, conseil général de la Réunion, conseil général du Val-d'Oise, conseil général de Haute-Garonne, conseil régional d'Alsace, conseil régional Paca, conseil régional Nord-Pas-de-Calais, les communautés d'agglomération du bassin d'Aurillac et du Grand Angoulême.

— **Les mairies :** Aigüefonde, Ajaccio, Angoulême, Aressy, Aubervilliers, Aubiach, Bazelat, Bengy-sur-Craon, Bischoffsheim, Bordeaux, Bullecourt, Cagny, Castelnau-de-Mandailles, Charny, Claye-Souilly, Cucu, Descartes, Fessenheim, Gilhoc-sur-Ormeze, Grenoble, Guitrancourt, Haillan, Heimsbrunn, Herrlisheim, Jarnac, Jurançon, Keskatal, La Celle-sur-Nièvre, Lacq, Lespinasse, Lyon, Marseille, Mauregard, Maxeville, Mazamet, Metz, Mirabel-et-Blacons, Nancy, Nantes, Neure, Nice, Obersaasheim, Paris, Pau, Poitiers, Rainneville, Rarécourt, Réhon, Rouen, Saint-George-de-Luzencon, Saint-Laurent-des-Vignes, Soyaux, Strasbourg, Toulouse, Villers, Villeurbanne.

### DE NOS MISSIONS FRANCE

Agences régionales de santé (ARS), conseils départementaux, conseils régionaux, mairies, Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), caisses d'allocations familiales (CAF), caisses maladie régionales (CMR), caisses primaires d'assurance maladie (CPAM), caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), centres communaux d'action sociale (CCAS), Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD), direction générale de la santé (DGS), direction générale de la cohésion sociale (DGCS), directions régionales de la jeunesse et de la cohésion sociale (DRJCS), directions départementales de la cohésion sociale (DDCS), Institut national de



la santé et de la recherche médicale (INSERM), Institut National du Cancer (INCa), Permanences d'accès aux soins de santé (Pass), Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (Dases), Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca), unions régionales des caisses d'assurance maladie (Urcam), centres hospitaliers, caisse générale de sécurité sociale de la Guyane (CGSS), la Mutualité sociale agricole (MSA), Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), Centre de Détention et Maison d'arrêt de Nantes.

## NOS PARTENAIRES ASSOCIATIFS

Act up-Paris, Aides/Coalition Plus, Amnesty International, Association Nationale d'Assistance aux Frontières des Etrangers (ANAFE), APLEAT, Association des Familles Victimes du Saturnisme (AFVS), Association d'auto-support et de réduction des risques des usagers de drogues (Asud), Bizia, Sida Paroles, Gaïa Paris, ATD Quart-Monde, Bus 31/32, Cabiria, centre Primo Levi, Comité de Lutte Contre l'Exclusion (CLE), Emmaüs Solidarité, Coordination Française pour le Droit d'Asile (CFDA), Collectif des Associations Unies pour une nouvelle politique du logement (CAU), Cimade, collectif Romeurope, collectif Migrants Outre-Mer (MOM), collectif Alerte, Comede, Coordination Française pour le Droit d'Asile (CFDA), Droit au logement (DAL), Emmaüs, Fédération Association Laïque Éducation Permanente Ajaccio (FALEPA), Fondation Abbé Pierre (FAP), Fédération Addiction (FA), Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL), Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS), Fédération parapluie rouge, Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés (Gisti), Keep smiling, Médecins Sans Frontière France, Ordre de Malte, La Case, les Amis du bus des femmes, les Restos du cœur, Les Roses d'Acier, Association PALOMA, PHASE Nepal, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Observatoire du Droit à la Santé des Etrangers (ODSE), Observatoire international des prisons (OIP), Pathfinder international, IPAS, Association Penelope, Pharmacie humanitaire internationale (PHI), Plateforme contre la traite des êtres humains, Plateforme de Service aux Migrants (PSM), Secours Catholique, Solidarité Sida, Sidaction, SOS Drogue international (SOS DI), le Syndicat du TRavail Sexuel (Strass), Techno Plus, UNIOPSS, Acceptess-T, ARCAT, le Collectif des Femmes de Strasbourg Saint Denis, Association SAFE, International Network of People who Use Drugs (INPUD), Harm Reduction International

(HRI), International Drug Policy Consortium (IDPC), Autres Regards, Grisélidis, Equipop, le Mouvement français pour le planning familial, Tous Migrants, le Refuge Solidaire, Keshu Niya, ainsi que de nombreux partenaires régionaux et locaux dans nos pays d'intervention.

## NOS PARTENAIRES EUROPÉENS PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

European Public Health Association (EUPHA), Comité Permanent des Médecins Européens (CPME), Andalusian School of Public Health, Adapting European Health Services to Diversity (ADAPT), Fédération européenne des médecins salariés (FEMS), Association européenne des médecins des hôpitaux (AEMH), Union européenne des médecins spécialistes (UEMS), Conseil européen des Ordres de médecins (CEOM), European Nurses Federation (EFN), European Board and College of Obstetrics and Gynaecology (EBCOG), Eurohealthnet, European TB coalition, Global Health Advocates, The Royal College of Midwives (UK).

## AUTRES PARTENAIRES

Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM), European Patient Forum (EPF), European Anti-Poverty Network (EAPN), Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abris (FEANTSA), European AIDS Treatment Group (EATG), Association européenne des Droits de l'Homme (AEDH), European Network against Racism (ENAR), Confédération des organisations familiales de l'Union européenne (COFACE), International Lesbian Gay Association (ILGA), European Policy Center (EPC), Health Action International (HAI), Social Platform, Eurochild, EPIM / NEF, Women Political Leaders (WPL) global forum et Migreurop.

**TOUS NOS AUTRES PARTENAIRES AINSI QUE CEUX QUI NOUS ONT SOUTENUS PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN LEGS OU D'UNE ASSURANCE-VIE DANS NOS ACTIONS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER AU COURS DE L'ANNÉE 2019, SANS OUBLIER NOS DONATEURS PARTICULIERS.**



## **COORDINATION**

Thomas Flamerion

## **SECRÉTARIAT DE RÉDACTION**

Pauline De Smet

## **DESIGN**

CommeQuoi ?

## **PHOTOS**

Olivier Papegnies (couverture, p. 4, 26, 32, 37, 40, 45, 51, 52, 55, 56, 60, 68),  
Audray Saulem (p. 5), Sébastien Duijndam (p. 11, 12, 15, 20, 42, 46, 63, 67, 74, 78),  
Denis Rouvre (p. 16), Léo Delafontaine (p. 17), Bénédicte Kurzen (p. 31)

